

UNIVERSITÉ LIBRE DE BRUXELLES

Faculté de Philosophie et Lettres

La Free Clinic

De la contestation à l'institutionnalisation

CHIN Claudia
GILLET Florence
ROEMER Charel

Séminaire d'histoire de l'Epoque contemporaine
HIST-B-442
LAGROU Pieter et MAJERUS Benoît

ANNÉE ACADÉMIQUE 2009-2010

Introduction

Dans le cadre du travail de séminaire d'histoire contemporaine de cette année, dont le sujet est la « psychiatrie extra-hospitalière », notre travail porte sur la Free Clinic de Bruxelles située à Ixelles, en tant qu'institution extra-hospitalière. Dans un premier temps, nous nous sommes rendus dans ses locaux, au 154A chaussée de Wavre. Une première visite guidée par Monique Debauche, nous a permis de nous familiariser avec les lieux et de rencontrer sur l'heure du midi Michèle Parmentier et Béatrice Verhaegen. Cette première rencontre nous a donné l'assurance en une collaboration possible et fructueuse avec les quelques personnes rencontrées, vu leur enthousiasme face à notre démarche. Très rapidement, il nous a semblé clair que nous ne pourrions restreindre nos recherches au service de Santé Mentale, comme le supposait l'énoncé du séminaire. En effet, le service de Santé Mentale n'est qu'un service parmi d'autres de la Free Clinic et suivant le principe de pluridisciplinarité cher à l'institution (que nous aborderons tout au long de notre travail), nous ne pouvions dissocier ce service des autres.

L'état actuel de la recherche sur la Free Clinic d'Ixelles étudié en tant que centre extra-hospitalier est très pauvre. Cependant, il existe des travaux sur la Free Clinic dans une toute autre perspective. Le travail d'Anne-Marie Dubois, *Vers une nouvelle forme de médecine pour les jeunes : la Free Clinic*, est un travail de fin d'étude réalisé en février 1974 pour l'Institut de Nursing Sainte-Anne de Bruxelles. Ce travail est purement descriptif et nous a apporté des informations d'ordre pratique. Nous avons également pris connaissance du travail de Jean-Jacques Van Hoof, *Un animateur dans un centre de santé* ; il s'agit d'un rapport de stage fait à la Free Clinic pendant l'année académique 1977-1978, dans le cadre de sa troisième année d'étude à l'Institut Supérieur de Formation Sociale de Bruxelles. Le point départ de son stage a été de se demander s'il existait un véritable besoin d'animateur dans un Centre de Santé, « je venais à la Free Clinic pour y créer en quelque sorte une nouvelle place et une nouvelle fonction »¹. Il porte un regard critique sur le travail de la Free Clinic par rapport aux objectifs que se sont fixés les travailleurs. Enfin, nous avons trouvé un troisième travail, celui d'Ingrid Leruth, *L'autogestion. Exemple d'une structure de santé de première ligne*, rédigé dans le cadre de son mémoire réalisé en 2006 à l'Institut du Travail de l'ULB

¹ VAN HOOFF, J.-J., *Un animateur dans un centre de santé*, rapport de stage fait à la Free Clinic pendant l'année académique 1977-1978 dans le cadre d'études à l'Institut Supérieur de Formation Sociale, Bruxelles, 1978, p.5

sous la direction de Guy Lebeer. Elle a elle-même travaillé en tant qu'accueillante à la Free Clinic pendant la rédaction de son mémoire.

Pour notre recherche au sens plus large, nous avons également consulté des ouvrages sur les premières Free Clinics nées aux Etats-Unis et sur l'influence politique et philosophique des Etats-Unis dans les années soixante et septante dont elles sont issues. En ce sens, nous avons surtout utilisé les articles de Smith, Luce et Dernburg, « The Health of Haight-Ashbury », publié dans Wiener et Strauss, *Where medicine fails* ; de Granjon, « Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988) » ; l'ouvrage de Saint-Jean-Paulin, *La contre-culture. Etats-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies* ainsi que celui de Weiss, *Grassroots medicine : the story of America's free health clinics*. Pour rédiger le chapitre consacré à la question de l'avortement, nous nous sommes surtout également basés sur l'ouvrage de Marquès-Pereira, *L'avortement en Belgique : de la clandestinité au débat politique*.

Les questions soulevées dans ce travail sont de deux ordres. Une première série de questions d'ordre plus général nous a permis de faire une contextualisation, indispensable pour pouvoir répondre aux questions d'ordre plus spécifique que nous nous sommes posées dans un second temps. Ces questions générales sont : y-a-t-il eu une influence des Free Clinics nées aux Etats-Unis à la fin des années soixante sur la Free Clinic de Bruxelles ? Le contexte philosophique et politique américain propre à cette période a-t-il également eu une influence sur les projets de la Free Clinic ? Comment s'est créée et a évolué la Free Clinic de Bruxelles ? La suite du travail soulève des questions plus spécifiques : existe-il une unité philosophique et politique dans une perspective évolutive parmi les travailleurs de la Free Clinic ? Quelles ont été les prises de positions, les actions et l'engagement des travailleurs dans le cadre du débat de société sur la dépénalisation de l'avortement ? Quelle a été et quelle est la place du service de Santé Mentale dans le contexte de pluridisciplinarité de la Free Clinic ? Comment ce service Santé Mentale fonctionne-t-il ? Comment s'insère-t-il dans le mouvement « extra-hospitalier » en psychiatrie ? Quelles réflexions y-a-t-il eu autour des projets d'humaniser et de démedicaliser les soins de santé ? Et comment ces réflexions ont-elles été mises en œuvre ?

La majeure partie de notre travail repose avant tout sur les sources disponibles à la Free Clinic. Toutefois, nous nous sommes également rendus au CPAS de Saint-Josse-ten-

Noode, sans résultat, ainsi qu'aux archives de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, où l'archiviste Robin de Salle nous a consacré un temps précieux, même si finalement nous n'avons trouvé que trois numéros de Bulletins Communaux, dont un parlant de la Free Clinic et deux d'Infor-Jeunes (ces derniers n'ont d'ailleurs pas été retenus pour notre travail). La Free Clinic n'ayant pas de politique d'archivage (aucun inventaire disponible, pas de politique de conservation systématique, pas de classement), nous nous sommes attelés dans un premier temps, à constituer un inventaire des sources intéressantes conservées dans la cave. Ce premier inventaire relativement pauvre nous a quand même permis de réaliser un dépouillement déjà riche en informations. Nous avons trouvé des sources variées : quatre albums de coupures de presse classées par ordre chronologique, dont certaines n'étaient malheureusement pas référencées ; quatre bulletins annuels d'activité (pour les années 1997, 1998, 1999 et 2002) ; les travaux de Jean-Jacques Van Hoof et Anne-Marie Dubois ; une farde comprenant tous les questionnaires de l'enquête sur la patientèle de la Free Clinic effectués entre le 20 février et le 20 mars 1981 ; deux enveloppes de photos diverses sur le personnel, les locaux et l'inauguration du bâtiment actuel. Lors de nos visites suivantes, nous avons également trouvé une farde de taille importante rassemblant les Assemblées générales et les rapports moraux de la Free Clinic entre 1973 et 1991, la *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic* de 1985 et 1993 ; un dossier « Demandes de fonds, déménagements » rassemblant des courriers adressés par la Free Clinic pour demander des subsides ; un cahier rassemblant les rapports des comités de gestion de l'année 1987. Après avoir réalisé tous les dépouillements, nous avons interviewé d'anciens membres et membres actuels du personnel de la Free Clinic ayant joué un rôle important au sein de l'institution : Monique Debauche, psychiatre et coordinatrice actuelle, présente depuis 1996 ; Françoise Lassoie, co-fondatrice et psychologue de la Free Clinic ; Marcel Vekemans, gynécologue retraité ; Alain Borlée, psychiatre et fondateur du Wops et présent dans les premières années de la Free Clinic ; Michèle Parmentier, assistante sociale, administratrice du groupe de la Santé Mentale et présente depuis 1978 ; Isabelle de Ville, médiatrice familiale depuis 1977 et enfin Philippe Goossens, psychiatre depuis 1981. Pour mener à bien ces interviews, nous avons rédigé un questionnaire type² (mais que l'on a dû adapter souvent sensiblement lors de chaque interview) comprenant cinq parties : 1/ une identification de l'interviewé, 2/ la création et l'évolution de la Free Clinic, 3/ le service de Santé Mentale, 4/ les engagements sociaux et politiques et 5/ une réflexion sur l'espace et l'accueil.

² Voir annexe n°7

Nous avons rencontré dans l'élaboration de notre travail des difficultés d'ordre chronologique. En effet, l'essentiel de nos sources déjà quantitativement limitées concernent en majeure partie la période des débuts de la Free Clinic dans les années septante (environ de 1972-1978). Pour la période d'après 1978, nos sources se sont essentiellement limitées aux rapports moraux, rapports d'activités et comptes-rendus d'Assemblée générale. Pour combler les manques d'informations dus aux sources de natures très différentes, nous avons fait appel à la mémoire des travailleurs ou d'anciens travailleurs cités plus haut. Nous avons également choisi de manière délibérée de nous risquer à écrire sur l'institution telle qu'elle fonctionne aujourd'hui. Ce choix nous a semblé indispensable car pour les raisons citées, les sources disponibles n'auraient pas suffi pas à écrire un travail de séminaire. De plus, nous serions passés à côté de nombreux éléments qui nous permettent aujourd'hui de tirer des conclusions quant à l'évolution de la Free Clinic à travers les différentes thématiques proposées.

Avant d'entamer la lecture du travail, nous tenions tout de même à vous expliquer comment nous avons choisi de nous organiser pour rédiger ce travail. Celui-ci est le fruit d'un travail d'équipe à trois. La première démarche qui a consisté à faire les inventaires a été réalisée à trois dans les caves de la Free Clinic. Ensuite, nous avons eu la chance de pouvoir effectuer ensemble tous les dépouillements dans un local (la salle de yoga au dernier étage) mis à notre disposition tous les lundis et mardis, sauf quelques exceptions. La troisième étape a consisté à établir un questionnaire pour les sept personnes interviewées et à réaliser ces interviews en duo ou trio dans la mesure du possible. Après avoir réuni tous les résultats de nos recherches, nous avons défini un plan de travail comprenant les différents chapitres thématiques, que nous nous sommes équitablement répartis. Enfin, la dernière étape du travail a consisté en la rédaction commune d'une introduction et conclusion ainsi qu'à la mise en forme et l'harmonisation des différents chapitres.

En guise de conclusion à cette introduction, nous tenions à remercier chaleureusement les travailleurs et anciens travailleurs de la Free Clinic qui nous ont aidé dans l'élaboration de ce travail, nos collègues du séminaire pour leur soutien et leur aide précieuse, ainsi que toutes les autres personnes qui ont contribué de près ou de loin à enrichir nos recherches.

I. Naissance des Free Clinics aux Etats-Unis

Pour expliquer l'émergence des Free Clinics dans les années 1960, on ne peut s'empêcher de s'intéresser aux importants changements culturels et sociaux de cette décennie qui ont bouleversé la société américaine, et à la réaction qu'ils ont suscitée. Dans une analyse de cette période, John Judis la divise en deux phases³. Il distingue d'abord une première phase allant de 1955 à 1965, marquée surtout par le *Civil Rights Movement*. Cette phase inclut la montée de Martin Luther King, l'arrivée de l'activisme sur les campus, y compris la fondation des *Students for a Democratic Society* (SDS), mais aussi la *War on poverty* et la croyance dans une *Great society*⁴. La seconde phase de cette période, allant de 1965 à 1973 ou 1974, reflète une période plus sombre, moins optimiste et plus violente de l'histoire américaine. La guerre en Asie du sud-est (notamment à partir de l'offensive du Têt au Vietnam) et les émeutes dans les villes américaines créent un climat de tension et d'inquiétude. Un grand nombre de mouvements sociaux, créés durant la première phase, continuent à se développer (féminisme, écologie, etc.) ; les étudiants deviennent des participants de plus en plus visibles dans beaucoup de ces mouvements et l'on assiste à l'émergence d'une réelle contre-culture⁵ aux États-Unis.

Dans cette atmosphère de tension et d'inquiétude, la *counter-culture*, « contre-culture », se constitue alors d'idées politiques, d'un style de vie et de conceptions philosophiques qui se définissent avant tout par leur opposition avec les modes de pensée de la grande majorité de la population (appartenant à la culture de la société industrielle)⁶. L'émergence de cette contre-culture est favorisée par certaines conditions préalables. Sur fond de baby-boom (en 1964, 40% des américains ont moins de vingt ans) et d'abolition progressive de la ségrégation, la nouvelle génération profite d'une qualité de vie inconnue de ses aînés pour raviver la tradition américaine de contestation, découvrir Herbert Marcuse⁷ (qui fait une critique virulente de la manipulation de la conscience des masses par le capitalisme ; il prône une libération complète, en particulier dans le domaine politique et au niveau du

³ JUDIS, J., «The spirit of '68», dans *The New Republic*, 31 août 1998.

⁴ Projet proclamé par le président Lyndon B. Johnson. Il définit cette *Great Society* comme une société dans laquelle l'abondance et la liberté sont accessibles à tous, où la pauvreté et l'injustice raciale n'ont plus leur place (source : «Great society», dans OLSON, J. S., *Historical Dictionary of the 1960s*, Westport, 1999, p. 200)

⁵ Terme introduit en 1968 par Théodore Roszak.

⁶ SAINT-JEAN-PAULIN, C., *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies*, Paris, 1997, p. 9.

⁷ MARCUSE, H., *One dimensional man. Studies in the ideology of advanced industrial society*, Boston, 1964.

mode de vie) et développer une nouvelle sensibilité de gauche⁸. Le statut sociologique des étudiants est souvent source de frustrations. La société prospère dans laquelle ils vivent engendre des désirs qu'ils n'ont pas les moyens matériels de satisfaire. Ne pouvant posséder immédiatement les biens de consommation qui les entourent, ils les rejettent ! La contre-culture va rejeter un certain nombre de fondements de l'ordre social. Elle remet en question la nécessité d'une croissance économique continue et se distancie de ce qu'elle considère comme les structures vieilles et trop hiérarchisées. Il s'agit d' « une tentative pour trouver des nouvelles formes de vie en société, de nouveaux modèles familiaux, une nouvelle morale sexuelle, de nouveaux styles de vie, de nouvelles normes esthétiques, de nouvelles identités personnelles qui transcendent la traditionnelle politique de pouvoir, la famille bourgeoise et l'éthique protestante de travail »⁹.

C'est dans ce contexte qu'émerge un groupe qui va constituer un phénomène social nouveau : les *hippies*. Le mot vient probablement de *hip*, un terme qui était lui-même une abréviation de *hipster* et qui a pris naissance dans les ghettos noirs américains. *Hipster* s'appliquait aux Blancs qui vivaient dans le ghetto et qui avaient suffisamment compris ou absorbé la culture du ghetto pour en prendre conscience, pour devenir *hip*. Le mot *hippie* semble avoir d'abord été utilisé en relation avec les parents spirituels des hippies, ceux que l'on a appelé des *beats* ou *beatniks*. Le terme apparaît pour la première fois le 5 septembre 1965 dans un article de journal traitant des beats¹⁰. Le quartier de Haight-Ashbury à San Francisco va jouer un rôle essentiel dans l'histoire des hippies et de la contre-culture de manière générale. Il se situe près de la San Francisco State University et de l'immense Golden Gate Park, dans lequel la communauté hippie cherchera maintes fois ce contact avec la nature si caractéristique de la contre-culture. Vers 1960, Haight-Ashbury est encore un quartier majoritairement ouvrier et très multiculturel. Les loyers sont bas et beaucoup d'étudiants y résident. Petit à petit, ce quartier attire de plus en plus d'artistes, de poètes, d'écrivains, de musiciens et deviendra le haut-lieu de la culture hippie pendant plusieurs années. La population ouvrière partira au fil du temps, gênée par l'arrivée de plus en plus de *beats* et plus tard des hippies. Le 14 janvier 1967, le premier « Human Be-In » est organisé au Golden Gate

⁸ SAINT-JEAN-PAULIN, C., *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies*, Paris, 1997, p. 14-24.

⁹ HOOGE, M. et JOORIS, A., *Golden sixties. 1958-1973 : la Belgique dans les années 60*, Bruxelles, 1999, p. 54.

¹⁰ SKIPPON, R., « Hippies », dans DE WARESQUIEL, E. (dir.), *Le siècle rebelle. Dictionnaire de la contestation au XX^e siècle*, Baume-lès-Dames, 1999, p. 272.

Park, pour protester contre une loi en Californie qui veut interdire l'utilisation de LSD. C'était le premier rassemblement de milliers de personnes psychédéliques aux Etats-Unis, cet événement va attirer les médias nationaux et donc contribué très fort à faire la publicité de ce lieu. Durant les mois qui suivent, le bruit court que dès le début de l'été, des milliers de jeunes vont affluer vers Haight-Ashbury¹¹. Haight ne deviendra pas seulement le cœur social et culturel de la communauté hippie de Californie, il va également en constituer le centre économique et financier, car il s'y échange les produits essentiels à la contre-culture que sont la marijuana et les substances psychédéliques¹². Ce quartier va finir par succomber à son propre succès. L'effondrement de l'expérience de Haight-Ashbury commence dès la fin du fameux *Summer of Love* et sera dû en partie à une trop ample médiatisation, souhaitée dans un premier temps par les hippies eux-mêmes. Ceux-ci commencent alors à regretter la venue de tant de personnes, qui s'installent à leur tour et entravent leur épanouissement par d'insolubles problèmes de logement et de nourriture. Cet essor démographique constitue un obstacle à l'épanouissement personnel des "anciens" qui vont organiser la *Death of hippie ceremony and birth of free man* pour marquer la mort du hippie car il est devenu, selon eux, un produit des médias. Beaucoup d'entre eux choisiront alors de s'exiler vers des communautés rurales¹³.

D'après Nicholas von Hoffman, journaliste américain qui a interviewé les résidents de Haight en 1967, il y a une différence entre les personnes arrivées vers 1965-66 et celles qui sont arrivées à partir de 1967. Pour les premiers, la vie hippie implique un effort intellectuel et une transformation spirituelle. Ils s'installent à San Francisco parce que la ville s'harmonise avec leur style de vie. La deuxième vague contient beaucoup d'« âmes torturées » (en fugue de la maison parentale, dépressifs, etc.)¹⁴. Après l'exil des hippies de la première vague, les rues de Haight-Ashbury deviennent de moins en moins accueillantes. L'effervescence des premiers hippies disparue, les rues se retrouvent généralement désertes. La plupart des magasins hippies ont fermé et les maisons occupées par les communautés deviennent de plus en plus délabrées. Le quartier se dégrade alors de façon considérable : une criminalité

¹¹ WEISS, G. L., *Grassroots medicine: the story of America's free health clinics*, Lanham, 2006, p. 29. et SAINT-JEAN-PAULIN, C., *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies*, Paris, 1997, p. 52-55.

¹² SAINT-JEAN-PAULIN, C., *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies*, Paris, 1997, p. 59.

¹³ Les chiffres varient très fort selon les sources, certaines parlent d'environ mille de ces communautés rurales, d'autres vont jusqu'à affirmer l'existence de 10000 communautés (source : SAINT-JEAN-PAULIN, C., *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies*, Paris, 1997, p. 63-64).

¹⁴ DE GROOT, G. J., *The sixties unplugged. A kaleidoscopic history of a disorderly decade*, London, 2008, p. 302.

croissante (trafic de drogues, violence, etc.) et l'augmentation de la consommation de drogues dures nuisent à la réputation du quartier et provoquent une baisse des valeurs immobilières.

Cette situation entraîne une détérioration de l'état de santé à laquelle les autorités de la ville ne peuvent ou ne veulent pas réagir efficacement. Les hippies qui restent à Haight-Ashbury doivent faire face à toute une série de problèmes de santé qu'ils ne connaissaient pas dans leur milieu d'origine. Certains jeunes peuvent être extrêmement violents envers leur propre corps. Continuellement sous l'influence des drogues, ils ne remarquent que rarement les infections ou mutilent leurs pieds en marchant à pieds nus à longueur de journée. Ils s'exposent constamment à des maladies respiratoires, à des infections urinaires et génitales, à des hépatites (souvent en relation avec la drogue) ou à des maladies vénériennes (selon des statistiques, 15% à 20% des hippies auraient contracté des maladies vénériennes¹⁵). Leurs habitudes alimentaires sont souvent tellement mauvaises qu'ils souffrent de malnutrition, ce qui augmente encore les risques d'infections. Certains ont souffert de déficiences en protéines et en vitamines que l'on ne retrouve généralement que chez des alcooliques chroniques qui ont trois fois leur âge ! De plus, on peut constater une évolution dans les consommations de drogues. Si en 1967, les drogues les plus en vogue étaient la marijuana ou des drogues psychédéliques telles que le LSD ou la mescaline, quelques temps après, les amphétamines et surtout l'héroïne font leur apparition. En 1970, David Smith¹⁶ va jusqu'à affirmer que « l'addiction à l'héroïne y a pris des proportions épidémiques »¹⁷.

Aux problèmes physiques s'ajoutent régulièrement des problèmes psychologiques, suite à la consommation de drogues et à un environnement peu propice à la santé psychologique. La jeunesse en rupture sociale va souvent souffrir de maladies mentales ou du moins de comportements qui sans être à proprement parler pathologiques, n'en sont pas moins alarmants. 20 % des hippies présenteraient des troubles psychiques non-négligeables. De plus, le non-conformisme cultivé dans la communauté hippie attire parfois des individus très perturbés qui fuient une société jugée malhonnête et hypocrite¹⁸. Les établissements médicaux tournaient souvent le dos à ces jeunes marginalisés. Quelques médecins pensent que le style

¹⁵ SAINT-JEAN-PAULIN, C., *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies*, Paris, 1997, p. 49.

¹⁶ Sera un des principaux fondateurs de la Free Clinic (voir p.10).

¹⁷ SMITH, D. E., LUCE, J. et DERNBURG, E., «The health of Haight-Ashbury», dans WIENER, C. L. et STRAUSS, A. L., *Where medicine fails*, sans lieu, 1997, p. 115.

¹⁸ SAINT-JEAN-PAULIN, C., *La contre-culture. États-Unis, années 60 : la naissance de nouvelles utopies*, Paris, 1997, p. 49-50.

de vie adopté par ces jeunes justifie de leur dénier les droits aux soins médicaux. Les clients des soins de santé ont à être socialement acceptables, sinon ce n'est pas bon pour le business, c'est pourquoi les docteurs n'aiment pas traiter les hippies, les gens de la rue et particulièrement les drogués. Quand ils viennent avec des problèmes liés à la drogue, on les renvoie souvent à la police¹⁹. Le non respect mutuel mena beaucoup de jeunes à refuser de chercher de l'aide médicale. La seule solution étant alors de vivre avec les symptômes, de se soigner soi-même avec des remèdes « traditionnels » ou encore de diminuer la souffrance à l'aide des drogues²⁰. Les médecins qui veulent bien les traiter ne sont souvent absolument pas préparés à faire face à ces problèmes et ne sont donc pas capables d'offrir des soins adéquats. Ils sont particulièrement mal informés et mal équipés pour s'occuper des *bad trips*²¹. La plupart des professionnels de la santé n'ont pas compris les mécanismes entrant en fonction. Ils réduisent toute expérience psychédélique à une schizophrénie provoquée chimiquement et vont donc la plupart du temps la soigner par des médicaments anti-psychédéliques ou en imposant des restrictions physiques. Ils vont amplifier le problème plutôt qu'aider les gens. Les jeunes comprennent vite qu'à part l'amener à la police, la pire chose qu'on puisse faire à quelqu'un qui vit un « bad trip » est l'amener chez le docteur !

La ville de San Francisco n'ayant pas adéquatement réagi à l'invasion hippie de l'été 67 et aux problèmes de santé qu'elle a entraînés, il faudra trouver d'autres solutions. C'est dans ce contexte que la première Free Clinic est créée. Deux personnes sont particulièrement importantes pour sa création : Robert Conrich qui, après avoir lui-même eu une expérience psychédélique, a décidé de changer complètement de vie et veut créer un centre d'aide médical qui s'occuperait des problèmes liés aux drogues psychédéliques, et ceci dans une atmosphère dénuée de tout préjugé. Il approche David Smith, toxicologue de 27 ans, afin de lui proposer le poste de directeur médical. Celui-ci est rapidement intéressé par le projet, surtout qu'il a déjà entendu parler auparavant de projets similaires qui se sont constitués suite aux émeutes raciales de 1965 à Los Angeles. Conrich, lui, deviendra le premier administrateur²². D'autres personnes vont également jouer un rôle important, notamment Charles Fischer, étudiant en médecine dentaire et le docteur Frederick Meyers, un professeur

¹⁹ WEISS, G. L., *Grassroots medicine: the story of America's free health clinics*, Lanham, 2006, p. 23-24.

²⁰ SMITH, D. E., LUCE, J. et DERNBURG, E., «The health of Haight-Ashbury», dans WIENER, C. L. et STRAUSS, A. L., *Where medicine fails*, sans lieu, 1997, p. 116.

²¹ Mauvaise expérience liée à la prise de drogues. Se caractérise généralement par une forte montée d'angoisse, par des crises de phobie, une paranoïa, une crise de panique ou une psychose. Dans certains cas, l'expérience se révèle suffisamment traumatisante pour engendrer des troubles durables.

²² WEISS, G. L., *Grassroots medicine: the story of America's free health clinics*, Lanham, 2006, p. 30.

en pharmacologie internationalement respecté. Toutes ces personnes ont des contacts parmi la population hippie et ils ont eux-mêmes expérimenté certaines drogues. Ils sont donc également au courant de la situation sanitaire dans ces milieux et des problèmes de santé qu'elle entraîne. Face à l'arrivée annoncée de 100 000 hippies pour le début de l'été, ils décident en avril 1967 de la création d'un centre de crise reposant sur une équipe volontaire pour tenter de répondre à cette urgence médicale. Après quelques mois de planifications, Smith et Conrich vont louer un cabinet dentaire inhabité au cœur du quartier de Haight-Ashbury²³. Le matin du 7 juin 1967, le logo de la Free Clinic, une colombe bleue sur une croix blanche, et leur slogan *Love needs care* est peint sur la porte d'entrée du 558 Clayton Street. Quelques heures plus tard, la Haight-Ashbury Free Medical Clinic ouvre ses portes. Plus de 50 personnes font déjà la file pour pouvoir y entrer. Le premier jour, plus de 250 personnes sont soignées. Pour faire face aux besoins des jeunes, un deuxième centre est créé au 409 Clayton Street quelques temps plus tard²⁴. L'originalité de ce centre si populaire tient au fait qu'il est un des rares lieux de rencontre entre les hippies et la société. Sa formule souple séduit beaucoup de marginaux. Loin de faire la morale aux patients, le personnel soignant respecte leurs choix, gagnant ainsi leur confiance. Les soins sont gratuits, anonymes et se donnent dans un cadre ouvert et non-contraignant. Le centre essaye le mieux possible de répondre aux besoins très variés des jeunes, même si une grande majorité vient pour des problèmes liés à la drogue. Comme nous l'avons déjà été mentionné auparavant, le quartier de Haight-Ashbury se dégrade très fortement après l'été 1967 : augmentation de consommation de drogues dures, criminalité croissante, etc. Cette évolution va se refléter également dans la patientèle.

Le travail se fait dans une ambiance quelque peu folklorique avec un va-et-vient permanent et des gens torse nus ou alors en vêtements de hippie qui y couraient dans tous les sens. Mais cette apparence est trompeuse, il suffit de monter l'étage de l'institution pour s'apercevoir que toute une équipe est occupée à faire des recherches, à établir des statistiques dans le but de mieux pouvoir répondre aux problèmes des jeunes (ils s'intéressent surtout aux effets de la méthadone et tentent de trouver les doses optimales)²⁵.

²³ SMITH, D. E., LUCE, J. et DERNBURG, E., « The health of Haight-Ashbury », dans WIENER, C. L. et STRAUSS, A. L., *Where medicine fails*, s.l., 1997, p. 122-123.

²⁴ WEISS, G. L., *Grassroots medicine: the story of America's free health clinics*, Lanham, 2006, p. 30.

²⁵ Alain Borlée, interview réalisée le 10 mars 2010

Étant donné qu'ils ne bénéficient pas d'aide de l'administration de la ville et qu'ils ne profitent d'aucune forme d'aide publique, ils vont devoir compter sur le soutien de la population locale. Ils dépendent entièrement des donations pour tout ce qui concerne les fournitures, l'équipement médical (fourni dans un premier temps par des hôpitaux voisins) et la main d'œuvre est essentiellement constituée de volontaires. De nombreux concerts caritatifs seront organisés pour rassembler des fonds (Led Zeppelin et Grateful Dead seront parmi les groupes qui joueront au quartier de Haight-Ashbury). Malgré ce soutien, la Free Clinic va très rapidement connaître d'importants soucis financiers. À plusieurs occasions, les Free Clinic ont fermé leurs portes, suite à des manques de fonds. La Free Clinic de Haight-Ashbury va très mal vivre le départ de son administrateur Robert Conrich ce qui provoquera des graves problèmes financiers et mènera à une première fermeture. Mais les membres de la Free Clinic parviendront à rassembler les fonds nécessaires pour une réouverture. Cela ne restera pas la seule crise que la Free Clinic devra surmonter mais elle saura finalement s'établir²⁶. Par la suite, certaines se détacheront cependant fortement du projet initial propre aux Free Clinics, afin d'opter pour des subventionnements plus que douteux, notamment par la pratique d'expériences pharmaceutiques²⁷. Tous ces problèmes financiers vont causer une remise en cause du concept « free » qui assure la gratuité des soins. David Smith tentera d'y répondre et nous fournira ainsi une définition assez claire de ce que c'était la Free Clinic :

« The “Free” in Free Clinic refers more to a state of mind than to an absence of cashier. Free means an entire philosophy of service in which the person is treated rather than his or her disease, it is an important distinction. In a free clinic the focus is on health caring for the whole person, on providing a service which is free of red tape²⁸, free of value judgments, free of eligibility requirements, free of emotional hassles, free of frozen medical protocol, free of moralizing, and last and not least, free of charge »²⁹.

Selon lui, la gratuité joue donc un rôle secondaire. Ce qui compte le plus c'est la façon dont les soins sont donnés et comment ils sont perçus. On essaie d'humaniser les relations avec les patients. Les patients sont acceptés tels qu'ils sont et on ne les soumet pas à des

²⁶ SMITH, D. E., LUCE, J. et DERNBURG, E., «The health of Haight-Ashbury», dans WIENER, C. L. et STRAUSS, A. L., *Where medicine fails*, sans lieu, 1997, p. 128.

²⁷ Monique Debauche, interview réalisée le 2 mars 2010

²⁸ Expression moqueuse pour faire référence aux régulations excessives ou à la bureaucratie empêchant toute action de se réaliser.

²⁹ WEISS, G. L., *Grassroots medicine: the story of America's free health clinics*, Lanham, 2006, p. 30.

procédures décourageantes. Dès la fin de 1967, des établissements présentant des analogies avec la Free Clinic se propagent dans les autres grandes villes des États-Unis (Seattle, Detroit, etc.). Ce qui n'est au départ qu'une expérience spontanée et indépendante adressée aux jeunes marginalisés deviendra vite un modèle pour d'autres. Jusqu'en 1970, 70 Free Clinics se créent à travers le pays (dont onze avaient déjà fermé avant 1970). À ce moment, on distingue généralement trois types de Free Clinics : les « hippie drug clinics » (qui visent surtout des soins médicaux pour des populations transitoires), les « neighborhood clinics » (qui se retrouvent surtout dans les quartiers à forte concentration des minorités ethniques) et les « youth clinics » (qui visent surtout l'information et la prévention pour les jeunes). Ces différentes cliniques opèrent de façon indépendante, même si un Conseil national des Free Clinic a eu lieu en 1968. Dans les années 70, plus de 300 cliniques supplémentaires vont s'établir (mais beaucoup ne survivront pas très longtemps). Avec le temps, les cliniques obtiennent des subventions de l'Institut national de la Santé et d'autres agences gouvernementales. L'établissement de Free Clinics plus stables et plus structurées commence vers le milieu des années 80, ce qui favorise une très forte expansion du nombre de Free Clinic durant les années 1990 et 2000. Leur nombre est estimé à 800 dans le pays en 2004. Parmi celles-ci, 10 des 70 Free Clinics originelles ont survécu³⁰.

A la lecture de ce chapitre, on comprend que l'émergence des Free Clinics est profondément liée au contexte des années soixante et septante. Selon David Smith³¹, « les Free Clinics ne furent pas créées comme une nouvelle expérience de communauté, un projet de démonstration, ou même un programme pilote, ... elles émergent d'un besoin et d'un pur et simple désespoir. Elles furent établies, ad hoc, pour affronter une épidémie d'abus de drogues par les jeunes et des problèmes de santé qui les accompagnèrent »³². Il y avait selon lui très peu de planification à long terme. De nouveaux besoins médicaux étaient apparus et il fallait y répondre. Leur seule devise étant que l'aide médical était un droit et non un privilège.

³⁰ WEISS, G. L., *Grassroots medicine: the story of America's free health clinics*, Lanham, 2006, p. 25-32.

³¹ Nous nous sommes beaucoup référés ici à David Smith qui est souvent considéré aujourd'hui comme le fondateur de la première Free Clinic. Mais il ne faut pas oublier que Robert Conrich a joué un rôle très important durant les débuts de ce centre. Si David Smith a reçu cette image de fondateur, c'est surtout parce qu'il a porté le projet durant toutes ces années.

³² WEISS, G. L., *Grassroots medicine: the story of America's free health clinics*, Lanham, 2006, p. 24.

Si l'émergence des Free Clinics s'explique par le contexte de la contre-culture créant des nouveaux besoins auxquels les institutions traditionnelles ne pouvaient plus répondre, leur très forte et très rapide diffusion est, nous semble-t-il, liée à d'autres facteurs également. Le mauvais état des soins de santé aux États-Unis y a fortement contribué. Une partie non négligeable de la population n'avait accès aux soins que de façon limitée (pour des raisons économiques tout simplement). Il existait donc de façon plus globale une certaine demande pour une autre forme de soins de santé, plus démocratique.

II. La Free Clinic de Bruxelles : histoire et évolution

1. Un service médical pour Infor-Jeunes Bruxelles

La Free Clinic de Bruxelles a été créée au sein d'une autre association dénommée Infor-jeunes en 1970. Pour retracer les premières années de la Free Clinic et comprendre son évolution, il est donc indispensable de connaître l'histoire d'Infor-Jeunes et de situer le contexte dans lequel cette association a vu le jour.

En 1965, une bande d'amis étudiants en psychologie, assistants sociaux, professeurs, animateurs et prêtre se réunissent plusieurs fois par semaine dans un bar du quartier de la gare du Midi pour discuter avec d'autres jeunes des problèmes qu'ils rencontrent et refaire le monde. « On s'est dit mais qu'est-ce qu'on pourrait bien inventer pour que tous ces jeunes qui glandent, qui boivent, qui se droguent, qui cassent des bagnoles, ... fassent autre chose »³³. C'est donc en discutant avec ces jeunes du quartier qu'ils se rendent compte que ceux-ci sont confrontés à de nombreux problèmes et ignorent que des services sont à leur disposition pour les aider à Bruxelles. Françoise Lassoie³⁴ et Gustave Stoop³⁵, qui devinrent les chevilles ouvrières de ce projet, décident alors de fonder un centre de renseignement pour ces jeunes, qui les renverrait vers l'association qui pourra répondre le mieux à leurs attentes. A leurs débuts, les quelques bénévoles ne bénéficient que d'un minuscule local prêté par la commune de Saint-Josse-ten-Noode, place Quételet. Ils n'assurent alors qu'une permanence téléphonique le samedi, Télé-Jeunes était né. Peu à peu, l'association se développe, change son nom en Infor-Jeunes et différents services sont créés. En 1967, il en existe une dizaine : études, loisirs, spectacles, sports, vacances, accueil, rencontre de jeunes et « SOS-jeunes » qui fonctionnent tous les jours dans le but de donner une réponse humaine aux jeunes en difficultés. A partir de 1970, une permanence téléphonique est organisée, les jeunes peuvent appeler 24h/24 pour demander un renseignement³⁶.

³³ Françoise Lassoie, retranscription d'une interview réalisée le 2 mars 2010

³⁴ Née le 7 avril 1945 dans une famille bourgeoise de gauche, Françoise Lassoie a fait des études de psychologie à l'ULB. Avant de travailler dans le milieu associatif, elle travaille pour le Ministère de la Justice dans le cadre de projet de réinsertion de jeunes en difficultés. Durant ses études, elle crée, avec Gustave Stoop, et est bénévole à Infor-Jeunes. Elle travaille aujourd'hui encore à la Free Clinic, qu'elle a également mise sur pied, en tant que psychologue (source : interview de Françoise Lassoie réalisée le 2 mars 2010).

³⁵ Gustave Stoop est né en 1931. Il devient prêtre et enseigne également dans l'enseignement technique et professionnel, avant de se lancer dans le milieu associatif et l'aide aux jeunes en difficultés dans les années soixante. Il fonde plusieurs associations dont Infor-Jeunes et la Free Clinic. Aujourd'hui il est retraité mais suit toujours de près les activités d'association telle que la Fondation Gustave Stoop (source : site internet de la Fondation Gustave Stoop, <http://www.fondationstoop.be/fondation/gustave-stoop/>, consulté le 23 mars 2010)

³⁶ DUBOIS, A.-M., *Vers une nouvelle forme de médecine pour les jeunes : la Free Clinic*, travail de fin d'études réalisé pour l'Institut de Nursing Sainte-Anne, Bruxelles, 1974, pp.3-5

Mais très vite, certains bénévoles, Françoise Lassoie en tête, ressentent le besoin de vouloir faire plus que d'informer ces jeunes en détresse. Elle veut créer un service actif. Ils se rendent compte, notamment, qu'il n'existe pas de service médical qui réponde aux demandes spécifiques des jeunes des années septante, dans un climat de sérénité et de compréhension. C'est ainsi qu'en 1972 se crée le service médical d'Infor-Jeunes³⁷. Suite à un voyage de Gustave Stoop aux Etats-Unis, ce service médical prend le nom de Free Clinic et tente de se construire sur le modèle américain des free clinics, qui foisonnent alors aux abords des campus universitaires. La Free Clinic est composée d'une psychologue et de médecins qui ont tous comme objectif et philosophie communs d'humaniser la relation entre les jeunes patients et les médecins. Ils accueillent les jeunes tous les soirs de la semaine et le samedi après-midi, en leur apportant un réconfort psychologique et une aide médicale gratuite et anonyme. Infor-Jeunes est alors installé au n°288 de la rue Royale, toujours dans des locaux prêtés par le bourgmestre socialiste de Saint-Josse, Guy Cudell³⁸. Cependant le climat se dégrade entre Gustave Stoop et les bénévoles de la Free Clinic. En effet, Stoop semble s'écarter de la philosophie et du projet qui sont à la base de l'association, à savoir le pluralisme et la démocratie. Ainsi le conseil d'administration, qui devait être constitué pour une moitié de travailleurs du centre et pour l'autre d'extérieurs, n'inclut aucun travailleur d'Infor-Jeunes, mis à part Stoop qui s'érige en véritable despot et prend toutes les décisions seul, sans en avertir les bénévoles. Gustave Stoop crée ainsi un système pyramidal et hiérarchique de prise de décision au sein de l'association, ce qui ne plaît pas aux différents services, y compris à la Free Clinic. De plus, Stoop aime faire jouer ses relations pour obtenir toujours plus de subsides ou de dons, ce qui crée une comptabilité plutôt obscure. « Infor-Jeunes Bruxelles, installé dans le luxe et le confort de la rue Royale, c'était toutes les compromissions avec les autorités en place, avec les institutions, avec le système. La prostitution. Aucune démocratie, aucune participation. »³⁹. Rapidement, cette mésentente dégénère en conflit irréconciliable et plusieurs bénévoles, ainsi que des services entiers décident de se séparer d'Infor-Jeunes Bruxelles et de Gustave Stoop. La Free Clinic fait partie de ces services et se constitue en a.s.b.l. indépendante en avril 1974⁴⁰, menée, entre autre, par Françoise Lassoie, Alain Borlée⁴¹ et Marcel Vekemans⁴².

³⁷ FREE CLINIC, *Rapport d'activité de la Free Clinic*, Bruxelles, 1998, p.5

³⁸ Commune de Saint-Josse-ten-Noode, *Bulletin communal de Saint-Josse-ten-Noode : subsides aux mouvements de jeunesse/ attribution*, séance du 11 décembre 1974, pp.786-789, p.787

³⁹ Anonyme, « Les maîtres chanteurs », dans *Pour*, le 11 juin 1974

⁴⁰ VEKEMANS, M., « Pourquoi une Free Clinic ? », dans *Notre Temps*, 16 janvier 1975

⁴¹ Né en 1936, Alain Borlée provient de la bourgeoisie bruxelloise catholique. Il fait ses études de psychiatrie à l'Université Catholique de Louvain. Il poursuit ensuite sa formation à l'ULB et à Paris. Il commence à travailler

Pour épilogue, Infor-Jeunes Bruxelles, amputé de nombreux membres, ne tiendra pas longtemps la route puisqu'en juin 1974, l'association fut désolidarisée des 14 autres Infor-Jeunes de Belgique et du Centre National d'Infor-Jeunes, constitué deux ans plus tôt afin de veiller à la bonne gestion des différents centres du pays⁴³. En effet, Infor-Jeunes Bruxelles était en conflit non seulement avec ses bénévoles internes mais aussi avec les autres centres de Belgique et le Centre National qui voyaient d'un mauvais œil la gestion et l'attitude de Gustave Stoop au sein de l'association⁴⁴. Ainsi, le Centre National retire à Infor-Jeunes Bruxelles le droit de se servir dorénavant du nom et du logo d'Infor-Jeunes. Le centre de Stoop ne fait donc plus partie de cette "fédération"⁴⁵.

2. Une a.s.b.l. indépendante qui bouge

Le 5 avril 1974, Gustave Stoop démissionne de son poste à la Free Clinic : « De graves divergences de vue opposant Infor-Jeunes, dont je suis l'administrateur délégué et la Free Clinic dont j'assume la présidence du conseil d'administration, il s'impose que je donne ma démission de toutes fonctions, titre ou qualité à la Free Clinic »⁴⁶. La Free Clinic se constitue alors en une a.s.b.l. indépendante d'Infor-Jeunes et l'équipe déménage de la rue Royale pour s'installer au 205 chaussée de Wavre, chez les pères du Saint-Sacrement qui leur prêtent un étage de leur presbytère. Ils sont donc, comme ils l'ont toujours souhaité, au cœur d'un quartier populaire : les Matonge. Cependant, être hébergés par des prêtres va rapidement poser problème, au vu de leurs activités et de leurs positions politiques. Particulièrement vis-à-vis de la lutte qu'ont menée les membres du personnel de la Free Clinic pour la dépénalisation de l'avortement. « Ils nous disaient : pour pratiquer vos avortements, s'il vous plaît est-ce que vous pouvez les faire ailleurs qu'ici. Donc ils savaient très bien qu'on aidait les gens, qu'on essayait de lutter contre les avortements clandestins. La seule chose qu'ils

à la Free Clinic lorsque celle-ci fait encore partie d'Infor-Jeunes, il jouera d'ailleurs un rôle lors de la scission entre les deux centres et fera partie du premier Conseil d'administration de la Free Clinic en 1974. Il quitte ensuite la Free Clinic pour fonder le WOPS (source : interview d'Alain Borlée réalisée le 10 mars 2010).

⁴² Marcel Vekemans provient d'un milieu modeste bruxellois. Né en 1944, il fait ses études en médecine à l'ULB puis se spécialise en gynécologie. Militant dans l'âme, son supérieur à l'hôpital Saint-Pierre où il travaille, le pousse à faire du bénévolat. Un des amis de Vekemans lui parle alors de la Free Clinic, où il entre en 1972. Il écrira également quelques articles dans la presse pour défendre les positions de la Free Clinic, qu'il quittera en 1975 pour se consacrer à la fondation du Collectif Contraception, un planning familial qui lutta aussi dans le combat pour la dépénalisation de l'avortement (source : interview de Marcel Vekemans réalisée le 8 mars 2010).

⁴³ DELFOSSE, L., « La petite guerre des Infor-Jeunes », dans *Le Journal de l'Europe*, le 18 juin 1974

⁴⁴ Anonyme, « Les maîtres chanteurs », dans *Pour*, le 11 juin 1974

⁴⁵ H.Q., « Les quatorze Infor-Jeunes du pays se désolidarisent du centre de Bruxelles », dans *Le Soir*, 12 juin 1974

⁴⁶ Lettre signée de la main de Gustave Stoop et datée du 5 avril 1974

nous demandaient c'était de ne pas le faire dans leurs locaux »⁴⁷. La situation devient difficile à gérer et les membres du personnel décident de chercher une maison à louer. Ils trouvent rapidement une grande bâtisse de plusieurs étages au 154A de la même rue, maison qu'ils occupent aujourd'hui encore. Ils y emménagent en septembre 1974⁴⁸.

Cette même année, la Free Clinic est reconnue comme « Centre de Santé mentale », ce qui lui permet de recevoir un subside de la Commission communautaire française (Cocof)⁴⁹ pour deux salaires et des frais de fonctionnement (loyer, matériel, etc.). S'entamant alors des discussions pour passer de bénévoles à salariés. En effet, un des buts de la Free Clinic en se séparant d'Infor-Jeunes, étaient de faire de ses membres des salariés et ainsi abandonner toutes formes de bénévolat. Cela pour la bonne et simple raison que la situation était difficilement gérable au sein du centre car l'équipe avait opté pour la démocratie, la pluridisciplinarité et l'auto-gestion. Ces principes de base, adoptés à la fois comme une forme d'organisation mais également comme une idéologie, n'étaient pas conciliables avec un travail sous forme de bénévolat qui devenait alors trop contraignant pour l'équipe. C'est ainsi que peu à peu les bénévoles vont être engagés par la Free Clinic, grâce aux subsides de la Cocof⁵⁰. C'est la première grande réorganisation des structures que connaît la Free Clinic depuis qu'elle a quitté Infor-Jeunes. La structure de la Free Clinic en 1975 se présente comme suit⁵¹ :



⁴⁷ Isabelle de Ville, retranscription d'une interview réalisée le 11 mars 2010

⁴⁸ FREE CLINIC, *Rapport moral de la Free Clinic pour l'année 1974, 1975*

⁴⁹ Plus d'informations sur le financement de la Free Clinic pp.11-12

⁵⁰ En 1975, la Free Clinic est reconnue comme un « Centre de Planning Familial » et recevra des subsides supplémentaires par la Cocof. En 1995, elle est également reconnue comme « Maison Médicale », pour son activité de médecine générale (source : *Rapport d'activité de la Free Clinic*, Bruxelles, 1998, p.5).

⁵¹ FREE CLINIC, *Compte-rendu de l'Assemblée générale*, 29 avril 1975

A l'époque, il s'agit d'un travail de terrain, la Free Clinic est un centre de crise et les travailleurs donnent sans compter. L'activité est essentiellement centrée sur le travail clinique, l'administratif et l'organisation du centre ne sont donc pas prioritaires. Comme on peut le voir sur le graphique, tous les travailleurs font donc partie de l'Assemblée générale, à l'époque ils sont 16 et la plupart ne sont pas payés puisque les petits subsides qu'ils reçoivent permettent seulement de faire fonctionner le centre et d'engager deux personnes à temps plein. Quand on interroge les travailleurs de cette époque leurs réponses se ressemblent toutes : « A l'époque, nous étions fort engagés, je ne sais plus de quoi on vivait mais on s'est toujours débrouillé pour que cela fonctionne sans trop penser aux lendemains. Cela coulait de source »⁵². cependant, on constate en lisant les comptes-rendus d'Assemblée générale qu'une structure réfléchie se met tout de même en place dès la fin de l'année 1974. Ainsi, si tout le monde participe aux Assemblées et que celles-ci ont le pouvoir ultime de décision, les tâches administratives quotidiennes sont déléguées à un Conseil d'administration, composé de neuf personnes : sept internes et deux externes (principalement des connaissances qui acceptent de se charger des certaines tâches administratives). Les membres du Conseil sont élus à la majorité absolue et pour une période de un an. Différentes fonctions sont attribuées aux membres du Conseil, ainsi on peut lire, dans le *Compte-rendu de l'Assemblée générale du 24 avril 1975*, qu'il est composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier, d'un secrétaire, d'un administrateur délégué et le reste sont des membres.

Mais l'apport de subsides, qui amène d'une part une certaine valorisation du travail accompli au sein du centre, apporte aussi son lot de tensions et de rapports de force. « Des tensions vont naître avec ces nouvelles données : insatisfactions financières, inégalités concernant la répartition de la prise en charge administrative, reproche d'ingérence entre pools professionnels différents, tensions entre travailleurs salariés et indépendants »⁵³. En effet, rapidement deux sections se créent au sein de la Free Clinic, calquées sur le subventionnement. D'une part on trouve le groupe « Santé Mentale », composé des psychiatres, psychologues et assistants sociaux salariés, et d'autre part le groupe « médecins », composé des travailleurs du planning familial indépendants (médecins généralistes, gynécologues, et para-médicaux). On assiste alors à une véritable division structurelle qui vise à aplanir ces tensions entre les groupes. Ainsi chaque groupe va

⁵² Isabelle de Ville, retranscription d'une interview réalisée le 11 mars 2010

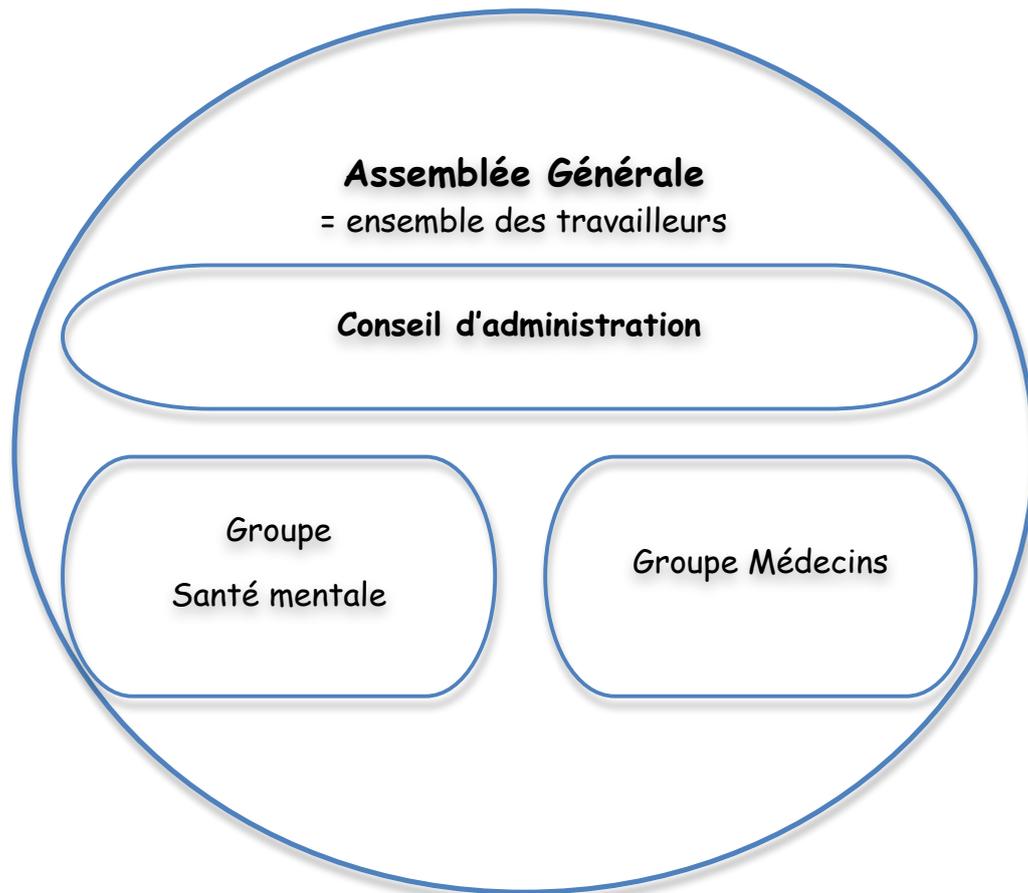
⁵³ LERUTH, I., *L'autogestion. Exemple d'une structure de santé de première ligne*, mémoire de l'Institut du Travail (dir. Guy LEBEER), ULB, 2006, p.19

développer une gestion de plus en plus autonome. En 1989, la Free Clinic est composée de 27 travailleurs, dont 23 font partie du Conseil d'administration⁵⁴ qui n'a presque plus de pouvoir de décision puisque que tout se joue alors dans les groupes. La majorité des reproches est formulée à l'égard des médecins. En effet, le groupe santé mentale critique fortement l'attitude des médecins au sein de la Free Clinic et surtout envers leurs patients. « Il arrivait souvent que les médecins devant débiter des consultations, arrivent avec parfois $\frac{3}{4}$ d'heure de retard sur l'horaire fixé. Ces libertés prises avec les engagements de départ créaient des retombées sur le climat général de la Free Clinic : les patients venaient se plaindre auprès des permanents du secrétariat ou de la santé mentale. En fait les travailleurs de la santé mentale reprochaient aux médecins d'une manière générale leur manque d'intérêt pour la Free Clinic en tant que centre intégré et pluridisciplinaire »⁵⁵. Il s'agit donc principalement d'un conflit qui oppose les salariés (groupe « santé mentale ») et les indépendants (principalement les médecins). Les uns reprochent aux autres leur désintéressement au projet et aux objectifs de la Free Clinic, à savoir une médecine plus humaine. Afin d'assurer la survie du centre, les travailleurs décident, dès la fin de l'année 1975, de diviser la gestion des deux groupes. On assiste alors à la première grande restructuration institutionnelle de la Free Clinic, à peine deux ans après sa séparation avec Infor-Jeunes. La Free Clinic se retrouve divisée en deux, tant sur le plan institutionnel que pratique, puisque l'organisation des locaux se fait selon la division des groupes, avec les psy d'un côté et le planning familial de l'autre. Seul le secrétariat fait encore office de joint entre les deux, puisqu'il fonctionne pour les deux sections et se trouve dans une grande pièce commune du rez-de-chaussée.

Organigramme de la Free Clinic en 1975 :

⁵⁴ FREE CLINIC, *Compte-rendu de l'Assemblée générale*, 6 juin 1989.

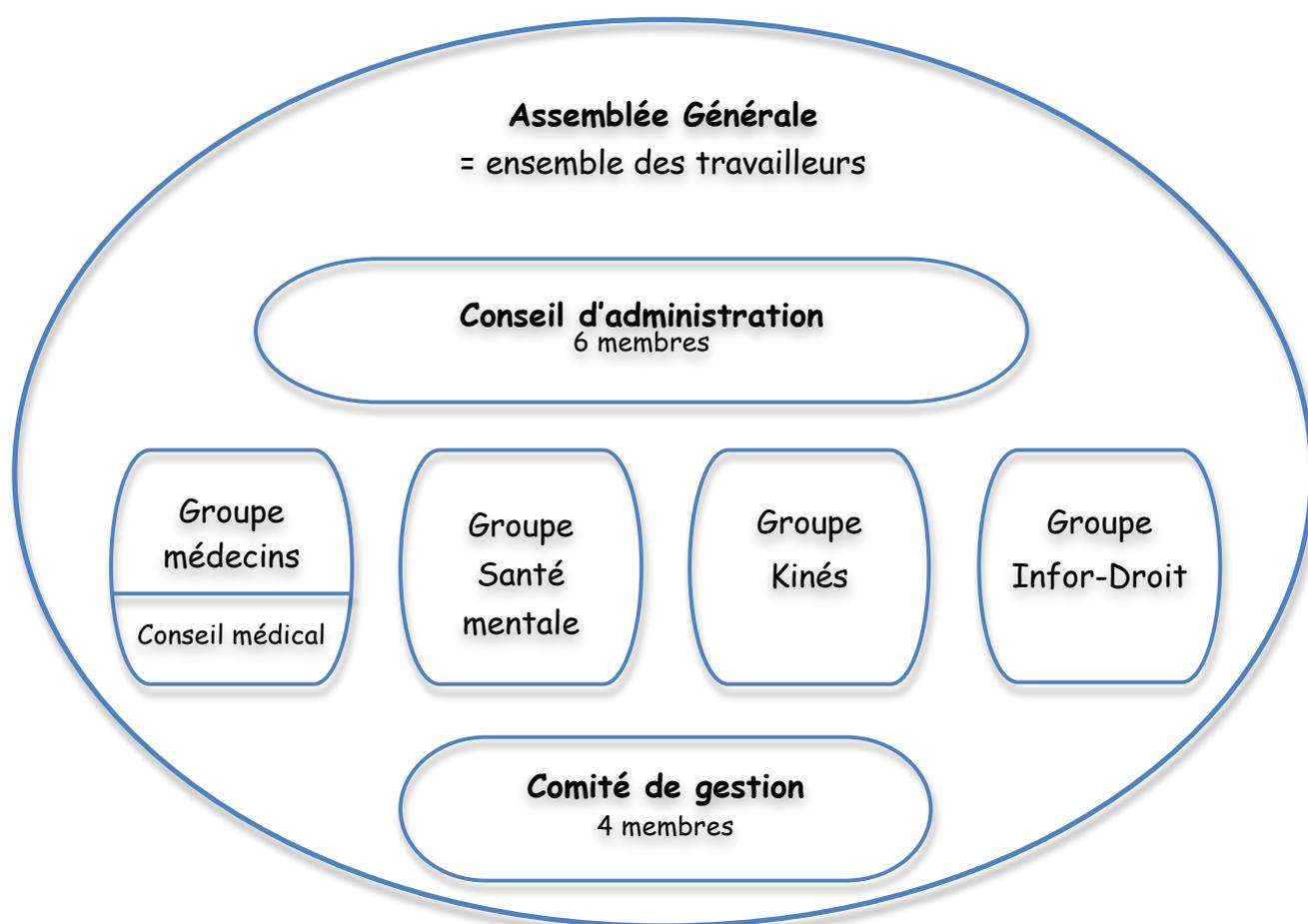
⁵⁵ VAN HOOFF, J.J., *Un animateur dans un centre de santé*, rapport de stage fait à la Free Clinic pendant l'année académique 1977-1978 dans le cadre d'études à l'Institut Supérieur de Formation Sociale, Bruxelles, 1978, p.31



Mais les crises au sein de la Free Clinic ne s'arrêtent pas là, ainsi fin des années quatre-vingts des conflits majeurs vont mener à une restructuration interne approfondie du centre. En 1992, quatre groupes sont créés au sein de l'a.s.b.l.⁵⁶ : le groupe santé mentale, le groupe médecins, le groupe kinés et le groupe Infor-Droit. A l'époque, les statuts de chaque groupe prévoient une grande autonomie de gestion pour chacun. Le groupe santé mentale est constitué du personnel prévu par le décret « Santé mentale » de la Cocof et le groupe médecins du personnel prévu par le décret « Centre de Planning familial » (mis à part les juristes) et du conseil médical (un sous-groupe du groupe médecins) composé des médecins indépendants. Le groupe kinés se compose des kinésithérapeutes indépendants et enfin, le groupe Infor-Droit est composé de juristes (prévu dans le décret « Centre de Planning familial » de la Cocof) et d'avocats indépendants. Infor-Droit est un nouveau service de consultation d'aide juridique de première ligne. Les consultations se font avec des avocats ou des juristes, elles ont pour but de répondre à des demandes d'information ou de prodiguer de premiers conseils face à une difficulté d'ordre juridique (médiation familiale, problèmes

⁵⁶ LERUTH, I., *L'autogestion. Exemple d'une structure de santé de première ligne*, mémoire de l'Institut du Travail (dir. Guy LEBEER), ULB, 2006, p.19

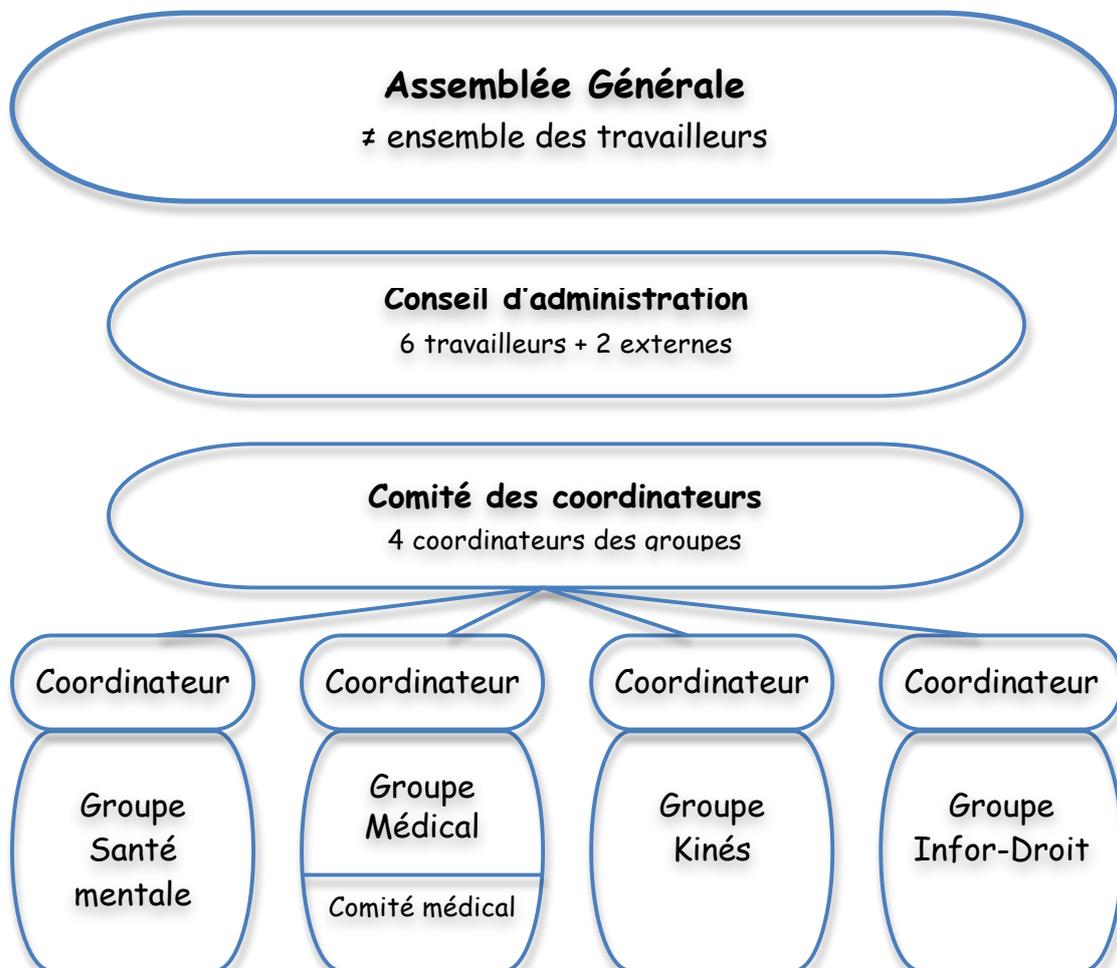
d'endettement, régularisation de papiers, etc.)⁵⁷. Le début des années nonante ne voit disparaître les tensions qui existent entre le groupe des médecins et celui de la santé mentale, au contraire on assiste à un durcissement des querelles. De plus, au sein même du groupe des médecins, on voit apparaître des conflits entre les médecins et les para-médicaux. Les médecins indépendants créent alors un sous-groupe, dénommé « conseil médical » qui est uniquement constitué de médecins qui va prendre une dimension protectionniste à l'égard des activités de ceux-ci. L'Assemblée générale est cependant toujours souveraine et composée de tous les travailleurs. Le Conseil d'administration est, quant à lui, constitué de six travailleurs choisis pour une représentation paritaire des groupes (deux représentants du groupe santé mentale, deux pour le groupe médecins, un pour le groupe kinés et un pour le groupe Infor-Droit). Un Comité de gestion est créé, il a un rôle purement exécutif et s'occupe des questions matérielles et techniques, il se compose d'un travailleur de chaque groupe⁵⁸. En conclusion, le pouvoir est de plus en plus divisé au sein de l'association et le conseil d'administration n'a plus de réels pouvoirs face aux groupes. Organigramme de la Free Clinic en 1992 :



⁵⁷ Source : le site internet de la Free Clinic : <http://www.freeclinic.be/spip.php?rubrique14>, consulté le 28 mars 2010.

⁵⁸ Source : FREE CLINIC, *Compte-rendus d'Assemblées générales* entre novembre 1984 et juin 1991.

A partir de 1999, suite à des événements importants, les pouvoirs et les fonctions des groupes sont remis en question. En effet, le conseil d'administration renvoie un médecin indépendant et dès lors, les médecins voient leur droit à la gestion de leur groupe bafoué. Un nouveau décret leur est également accordé en 1995 par la Cocof, celui de « Maison Médicale »⁵⁹. Les travailleurs se rendent alors compte que le pouvoir est trop décentralisé et que les groupes manquent de coordination. Certains pensent même qu'une scission en deux a.s.b.l. est nécessaire. C'est ainsi que s'entame une nouvelle crise des structures institutionnelles de la Free Clinic. Le début des années 2000 est alors le témoin d'un remaniement profond « qui vise à reconstruire une institution unitaire et recentralisée »⁶⁰. Aujourd'hui la Free Clinic est organisée comme suit :



⁵⁹ FREE CLINIC, *Rapport d'activité de la Free Clinic*, Bruxelles, 1998, p.5

⁶⁰ LERUTH, I., *L'autogestion. Exemple d'une structure de santé de première ligne*, mémoire de l'Institut du Travail (dir. Guy LEBEER), ULB, 2006, p.21

On constate donc une véritable recentralisation de la gestion, d'une part via une redéfinition du rôle du Conseil d'administration, qui obtient plus de pouvoir de décision, et d'autre part par la création d'un comité de coordination, composé de quatre coordinateurs qui sont également les responsables des groupes qu'ils représentent, qui est chargé d'assurer une meilleure communication et coordination entre les groupes. Le Conseil d'administration est composé de six travailleurs membre de l'a.s.b.l., élus pour deux ans, et de deux externes (aujourd'hui il s'agit de retraités du milieu de la finance qui portent un certain intérêt aux activités de la Free Clinic et veulent les aider en se chargeant de quelques tâches administratives)⁶¹, il se réunit une fois par mois. Le « groupe médecin » se change en « groupe médical » et le « conseil médical » devient un comité. Aujourd'hui, l'Assemblée générale, bien qu'étant toujours le premier organe de décision, ne rassemble plus tous les travailleurs de la Free Clinic. En effet, les travailleurs sont libres de devenir membre et de s'associer aux décisions de gestion du centre ou de laisser ce pouvoir à leurs collègues. L'Assemblée générale se réunit deux fois par an.

A l'heure actuelle, les tensions entre le groupe santé mentale et médecins sont toujours d'actualité, bien que l'organisation actuelle semble satisfaire plus de monde que les précédentes. Une recentralisation des pouvoirs de décision était donc urgente et nécessaire afin que la Free Clinic puisse encore répondre aux demandes de ses patients dans de bonnes conditions. La pluridisciplinarité, tant mise en avant par les travailleurs de la Free Clinic, a été gravement mise en danger durant ces nombreuses crises.

3. Financement de la Free Clinic

Le financement de la Free Clinic a beaucoup évolué depuis 1974. Les premières années de vie de l'institution sont marquées par une recherche permanente de petits subsides ou de dons. La survie de l'institution est alors en jeu, et l'argent devient une question primordiale. Ainsi nous avons pu retrouver dans les archives de l'association une farde entière de documents, principalement des lettres, demandant des subsides à des magasins, des entreprises du quartier. Ces lettres sont datées jusqu'en 1984. On peut y voir des demandes de financement à différents organismes tels que des magasins : Delhaize, Levi's, P.M.U. Tiercé du Cœur, ou encore des entreprises : La Banque de Commerce S.A., Sandoz S.A.

⁶¹ Interview de Françoise Lassoie (le 2 mars 2010) et de Michèle Parmentier (le 9 mars 2010)

Rapidement, la Free Clinic décide de faire des démarches auprès d'organismes subsidiaires tel que la Cocof pour recevoir des fonds leur permettant de faire vivre l'association dans de bonnes conditions. Ainsi, dès 1974 ils reçoivent une reconnaissance comme « Centre de Santé mentale » et « Centre de Planning familial » en 1975, ce qui leur permet de déménager dans de bonnes conditions⁶² et d'engager quelques personnes. En effet, depuis son détachement d'Infor-Jeunes, un des buts de la Free Clinic est de salarier ses travailleurs, le bénévolat étant difficilement gérable pour une institution médicale. Rapidement la décision est également prise de ne pas faire la charité et d'effectuer des consultations payantes⁶³. Cela ne change en rien l'esprit de l'institution, mais les travailleurs trouvent normal que les patients participent à la survie de la Free Clinic qu'ils fréquentent. Le prix reste cependant très démocratique : 50 francs belges pour une consultation, et ce peu importe quel spécialiste le patient vient voir. Mais les consultations payantes ne sont pas un obstacle pour les personnes se trouvant dans une situation telle qu'ils ne peuvent rien donner. Ces personnes sont accueillies comme les autres par le personnel.

Aujourd'hui la Free Clinic est toujours financée par la Cocof, mais depuis 1995 un nouveau subside s'est ajouté aux deux premiers car ils ont été reconnus comme « Maison médicale ». Ces trois subsides sont répartis dans les groupes auxquels ils sont destinés, ils permettent d'engager les salariés, de financer les indépendants et également les frais de fonctionnement et les frais de formation jusqu'à un certain point. Les consultations sont toujours payantes, le tarif est fixé par le barème de l'INAMI⁶⁴. Les rentrées d'argent provenant de ces consultations permettent de combler les frais de fonctionnement, de formation et de compléter les salaires des indépendants que les subsides de la Cocof ne remplissent pas, elles représentent 42% du financement total de la Free Clinic. Cependant, comme autrefois, une personne qui se présente devant un médecin sans argent sera toujours reçue. Un fort pourcentage de patients est d'ailleurs incapable de payer le prix plein de la consultation (autour de 30%⁶⁵), on leur demande alors de donner ce qu'ils peuvent et certains ne peuvent rien payer. Par ailleurs, la Free Clinic ne bénéficie plus d'aucun subside privé⁶⁶.

⁶² Voir p.18

⁶³ FREE CLINIC, *Rapport d'Assemblée générale*, 25 novembre 1973

⁶⁴ INAMI (Institut National d'Assurance Maladie Invalidité) est un organisme du Ministère de la Santé qui gère le remboursement des soins de santé, fixe les critères d'agrément des centres médicaux, les tarifs de consultations et la nomenclature des soins de santé.

⁶⁵ Estimation de Monique Debauche lors d'une interview réalisée le 2 mars 2010

⁶⁶ Source : e-mail de la comptable de la Free Clinic, Isabelle Boland, daté du 29 mars 2010.

4. Qui vient à la Free Clinic ?

Qui étaient les premiers patients de la Free Clinic ? Qui sont-ils aujourd'hui ? Pourquoi et comment cette patientèle a-t-elle évolué ? Pourquoi viennent-ils à la Free Clinic plutôt qu'ailleurs ? Pour répondre à ces questions nous nous sommes basés sur les interviews réalisées avec différents travailleurs de la Free Clinic et sur une enquête faite par la Free Clinic en 1981 sur ses patients. Un travail réalisé en février 1974 sur la Free Clinic⁶⁷ nous donne également un aperçu du type de demandes et de patients qui fréquentaient le centre durant ses premières années de vie.

En 1974, la Free Clinic se sépare d'Infor-Jeunes et se lance seule dans la création d'un endroit où les jeunes pourraient venir parler de leurs problèmes et y trouver des solutions dans une ambiance relaxante, accueillante et détendue, le tout grâce à une équipe de psychologue, d'assistants sociaux, de médecins et de gynécologues qui ont tous pour but d'humaniser la relation avec le jeune patient. Ainsi, on peut aisément dire que la première patientèle de la Free Clinic est principalement composée de jeunes. Il ne faut pas croire, parce que la Free Clinic est en partie un centre de crise, que ce sont uniquement des jeunes marginaux que l'on y croise dans les années 70. Au contraire, la majorité est des jeunes "normaux". Il s'agit de jeunes souhaitant prendre leur santé en main, s'informer sur la sexualité, la contraception ou qui sont mal dans leur peau. « Comme ils ne savent pas toujours comment s'y prendre, ils viennent demander conseil à quelqu'un qui leur est proche par l'âge, mais surtout par l'esprit »⁶⁸. De plus, c'est un endroit où ces jeunes se sentent en sécurité, ils savent que les médecins ne contacteront pas leurs parents ni leur médecin de famille. A l'époque ils peuvent même consulter anonymement, ce qui ne se fait plus aujourd'hui pour des raisons administratives et pratiques. Anne-Marie Dubois, qui a réalisé un travail sur la Free Clinic en 1974, a interrogé les jeunes sur les raisons qui les amènent à consulter à la Free Clinic plutôt qu'ailleurs. Deux réponses ressortent de ses interviews : le prix et l'accueil. En effet, comme énoncé à la page précédente, la participation aux frais est minime, ce qui est un avantage non négligeable lorsqu'on veut toucher un public jeune. L'accueil est également cité en seconde position : « la simplicité de l'accueil, la chaleur qu'on ressent dans le contact humain. On se sent en confiance, comme lorsqu'on parle à un ami. On n'est pas jugé, on ne fait pas de

⁶⁷ DUBOIS, A.-M., *Vers une nouvelle forme de médecine pour les jeunes : la Free Clinic*, travail de fin d'études réalisé pour l'Institut de Nursing Sainte-Anne, Bruxelles, 1974

⁶⁸ *Idem*, p.15

reproches et on ne menace pas de peine »⁶⁹. A l'époque, le service qui reçoit le plus de demandes est le service santé mentale. Les consultations gynécologiques arrivent en seconde position⁷⁰.

Le premier public de la Free Clinic est donc principalement un public jeune. Mais cela va évoluer. Les membres du personnel de la Free Clinic se rendent peu à peu compte que ces jeunes, qui venaient au début, continuent de venir et amènent leurs compagnons, leurs enfants. Mais ces jeunes devenus adultes rencontrent des problèmes différents : financiers, juridiques, etc. Les travailleurs décident alors, au cours des années 80, d'ouvrir de nouveaux services comme Infor-Droit, médiation familiale, médiation de dettes, kinésithérapie et ostéopathie en plus de leurs services préexistants : santé mentale, gynécologie, médecine générale, planning familial, service IVG (Interruption Volontaire de Grossesse) et le service accueil. Une enquête réalisée entre le 20 février et le 20 mars 1981 par les travailleurs, permet d'identifier clairement le type de personnes qui fréquentaient la Free Clinic à cette époque. Il s'agit principalement de gens habitant une des communes bruxelloises et 1/3 de ceux-ci sont étrangers. Parmi cette patientèle, 70% ont connu la Free Clinic par un copain et plus de la moitié sont des patients réguliers (plus de deux visites). On constate donc que la Free Clinic bénéficie d'une très bonne publicité par le bouche à oreille et que les patients sont apparemment satisfaits des services puisqu'ils reviennent. On peut également lire que plus de la moitié a fait, ou fait, des études supérieures. Par ailleurs, on rencontre encore un public jeune puisque 45% sont étudiants et les moins de trente ans représentent 70% de la patientèle.

A l'heure actuelle, les travailleurs de la Free Clinic constatent une paupérisation très importante de leur patientèle. La plupart ne sont plus des jeunes mais des adultes. Depuis 5 ans, ils soignent beaucoup plus de SDF, de personnes dans un état de précarité extrême et de sans-papiers. L'arrivée importante d'immigrés et de clandestins depuis quelques années changent le rapport avec le patient, d'autres problèmes se posent, notamment au niveau de la sexualité⁷¹. Beaucoup de travailleurs ont ainsi vu leur métier changer. « Il a donc fallu s'adapter et avoir une nouvelle perspective de son métier »⁷². Actuellement, c'est la Maison

⁶⁹ DUBOIS, A.-M., *Vers une nouvelle forme de médecine pour les jeunes : la Free Clinic*, travail de fin d'études réalisé pour l'Institut de Nursing Sainte-Anne, Bruxelles, 1974, p.17

⁷⁰ *Idem.*, p.14

⁷¹ Françoise Lassoie, interview réalisée le 2 mars 2010

⁷² Isabelle de Ville, retranscription d'une interview réalisée le 11 mars 2010

médicale qui reçoit le plus de patients. Contrairement aux premières années, le service de Santé mentale est devenu un plus petit service.

III. Le projet politique et philosophique de la Free Clinic

La première *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, datée de 1975⁷³, dévoile son projet initial comme étant éminemment politique. En effet, elle se présente comme voulant « contribuer à la lutte pour la qualité de la vie et l'épanouissement des personnes dans le cadre d'une société plus juste »⁷⁴ et propose ses soins plus spécialement « aux plus démunis, aux plus exploités, à ceux qui sont le moins capables de défendre leurs droits à la santé »⁷⁵. Elle se revendique également comme une équipe « qui prend position » et notamment sur des sujets de société particulièrement polémiques dans les années septante comme en faveur de la contraception libre et accessible à tous, pour la dépénalisation de l'avortement ou encore en faveur de la liberté de chacun dans le domaine sexuel. Son projet est également politique dans la pratique promue des soins de santé proposés par les services de la Free Clinic revendiquant « une autre médecine, médecine de groupe, non lucrative, non administrative, humanisée »⁷⁶ ; et plus généralement sur leur conception de la maladie. La Free Clinic se positionne en faveur d'une « politique sociale qui tend à éliminer les causes de la délinquance et de la maladie »⁷⁷. Elle considère donc les causes sociales de la maladie et veut les combattre en luttant notamment pour l'amélioration des conditions de travail, pour l'émancipation de la femme ou encore en faveur d'une amélioration de la qualité de l'environnement.

Afin d'identifier plus précisément le projet politique et philosophique de la Free Clinic et d'en comprendre l'origine, nous nous sommes demandés si cette poignée de jeunes médecins, psychologues, assistants sociaux, professionnels et amateurs, tous volontaires et bénévoles pour la plupart d'entre eux, était animée par une même idéologie politique et philosophique, ou ce projet n'était-il le fruit que d'un seul homme, son fondateur, l'abbé Gustave Stoop. Pour répondre à cette première question, il s'avère indispensable de prendre en compte le climat politique et philosophique propre à la période de transition des années soixante aux années septante qui voit naître d'abord Infor-Jeunes et quelques années plus tard

⁷³ Nous n'avons pas retrouvé la Charte datée de 1975, cependant la Charte de 1985 n'a pas été modifiée depuis 1975, si ce n'est que l'accent n'est plus centré sur le public jeunes qui caractérisait la fréquentation de la Free Clinic à ses débuts, car ce n'est plus le cas en 1985 (source : Françoise Lassoie, entretien téléphonique du 31 mars 2010). C'est pourquoi nous référençons la Charte de 1985, pour aborder les éléments de la Charte de 1975.

⁷⁴ FREE CLINIC, *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, 1985.

⁷⁵ *Idem*.

⁷⁶ Coupure de presse non référencée, elle doit précéder 1974 vu sa place dans l'album de coupures de presse classées par ordre chronologique.

⁷⁷ FREE CLINIC, *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, 1985.

la Free Clinic. La nécessité d'inscrire l'apparition de la Free Clinic dans cette période de changements profonds *d'après Mai 68*, nous est confirmée par les propos de toutes les personnes interviewées présentes ou non dans ses débuts, qui revendiquent effectivement sa fondation comme partie intégrante de l'héritage contestataire de Mai 68.⁷⁸ Nous essayerons également de savoir dans un premier temps, si la pratique de la Free Clinic dans ses débuts, correspondait de manière effective à l'objectif qu'elle s'était fixée dans sa Charte à savoir de « contribuer à la lutte pour la qualité de la vie et l'épanouissement des personnes dans le cadre d'une société plus juste ». Nous nous poserons également cette question tout au long du développement de la Free Clinic jusqu'à nos jours afin de savoir si l'héritage des idéaux de Mai 68 et ses projets contestataires ont continué à animer son personnel.

Comme vu précédemment, l'Europe des années septante est marquée par l'influence politique, idéologique, sociale et culturelle des Etats-Unis, qui depuis le début des années soixante, connaissent un mouvement sans précédent de contestation aux multiples formes. La philosophie de type libertaire va profondément marquer les discours contestataires de l'époque aux Etats-Unis et en Europe, considérant « la société comme un conglomerat d'individus, dotés d'un sens moral inné et d'un libre-arbitre grâce auxquels ils font l'histoire »⁷⁹. La manière de penser l'individu dans ses rapports avec le pouvoir est totalement remise en question et constitue le fer de lance de Sartre et de sa philosophie existentialiste qui récupère une grande popularité dès la fin des années soixante et dans les années septante⁸⁰. A l'intérêt envers le collectif (égalité – incarné par la gauche traditionnelle) s'ajoute l'intérêt pour l'individu (liberté – incarné par le mouvement de 68') qui se repose avant tout sur la défense de revendications politiques, comme les grands rassemblements de masse pour la défense des droits civiques ou encore contre la participation américaine dans la guerre du Vietnam. Ce courant philosophique impliquant le libre-arbitre et la liberté remet profondément en cause toute forme d'autorité et se méfie grandement de l'organisation hiérarchisée et centralisée, au profit des formes de démocratie directe et d'autogestion⁸¹. L'autogestion ne date pas de Mai 68, mais ressort à cette époque pour prendre une dimension sociale et politique, en tant que réappropriation de la parole par la société civile. D'influences

⁷⁸ Françoise Lassoie, interview réalisée le 2 mars 2010

⁷⁹ GRANJON, M-C, « Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988) » dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps. Mai-68 : Les mouvements étudiants en France et dans le monde*. 1988, n°11-13, pp. 10-17, op.cit., p.7.

⁸⁰ ROSS, K., *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Complexe, Bruxelles, 2005.

⁸¹ CHRISTOFFERSON, M., *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, Agone, Marseille, 2010, pp. 87-110

libertaire, marxiste et chrétienne, le retour à l'idée d'autogestion émerge en double réaction à la fois à l'idéologie dominante du libéralisme capitaliste et également en réaction au socialisme d'Etat comme développé en Union Soviétique.⁸²

Les toutes premières années de la Free Clinic ne comptent que quatre travailleurs tous bénévoles. La gestion et l'organisation du travail ne font pas encore l'objet d'une profonde réflexion ; l'ASBL s'organise déjà d'après le modèle autogestionnaire avec une assemblée générale souveraine sur le conseil d'administration (qui n'a alors pratiquement aucun pouvoir), lui-même souverain sur l'ensemble des travailleurs. Etymologiquement, « autogestion » signifie « la gestion par soi-même » et c'est effectivement en ce sens que l'organisation du travail est articulée à la Free Clinic, visant à réaliser une direction participative par les travailleurs. Presque quarante ans plus tard, le modèle d'autogestion est toujours d'application, mais la structure s'est développée et complexifiée au rythme des nombreuses restructurations qui ont marqué l'évolution de la Free Clinic ; suite aux conflits importants opposant les intérêts des travailleurs de la « santé mentale » (psychologues, psychiatres, assistantes sociales) et les intérêts des travailleurs du groupe des « médecins » (médecins généralistes, gynécologues et paramédicaux), et également suite à l'adoption de nouveaux services proposés (Infor droit, kinésithérapie etc.). En 2005, pour donner suite à la « petite restructuration »⁸³ de 2002, une commission interne composée de trois personnes est mandatée par l'Assemblée Générale pour se pencher sur une éventuelle restructuration profonde de la Free Clinic, dans le but de reconstruire une institution plus unitaire et centralisée. Le rapport produit par cette commission précise les enjeux à venir en terme d'autogestion comme « n'étant pas une finalité mais une valeur partagée par tous », qui comporte différents niveaux de considération :

- un niveau politique : valorisation de questions de société par rapport au pouvoir en place, autonomie de fonctionnement par rapport au pouvoir subsidiant ;
- un niveau organisationnel : nécessité de considérer le collectif avant l'individuel, l'autogestion est qualifiée comme « démocratique par délégation », avec une Assemblée générale souveraine et des organes intermédiaires élus ;

⁸² LERUTH, I., *L'autogestion. Exemple d'une structure de santé de première ligne*, mémoire de l'Institut du Travail (dir. Guy LEBEER), ULB, 2006, pp. 9-10.

⁸³ Philippe Goosens, interview réalisée le 15 mars 2010

- un niveau praticabilité : l'autogestion implique de composer avec l'incertitude, la créativité, la liberté, « sans pour autant reléguer les objectifs collectifs au second plan ». ⁸⁴

L'évolution, à travers le temps, de la manière de concevoir et de pratiquer le modèle d'organisation du travail basé sur l'autogestion, ainsi que les quelques interviews, nous pousse à faire un parallèle entre la dépolitisation progressive de la Free Clinic et les difficultés de plus en plus récurrentes que rencontrent son organisation collective qui tend à se diviser de part une autonomisation et une indépendance de plus en plus marquées des différents groupes de travailleurs. Cette situation va notamment conduire en 2002 à créer un poste de « coordinateur » au sein de chacun des groupes ; mais elle va surtout avoir pour conséquence de replacer en tant que préoccupation centrale la réunification de l'institution autour d'un même projet. Car comme nous l'avons vu précédemment, le modèle d'autogestion est intimement lié à certaines valeurs fondamentales philosophiques et politiques qui ont animé une certaine conception du monde propre au contexte qui a vu naître la Free Clinic. Ce qui nous pousse à dire qu'une réorganisation du fonctionnement de l'institution doit passer inévitablement par un questionnement des valeurs et principes qui sous-tendent ses options gestionnaires, et qui les reflètent ⁸⁵.

L'influence de la contreculture sur la Free Clinic n'a pas été que de l'ordre du modèle d'organisation du travail. Au-delà du fonctionnement interne de l'institution, elle fut actrice d'un renouveau du débat d'idées vers une libération des mœurs à l'image des Etats-Unis des années septante stimulés par l'agitation étudiante des années soixante. En effet, nous avons vu précédemment que les prises de position de la Free Clinic en faveur de la dépénalisation de l'avortement ou encore sur la question des drogues, témoignent également de l'influence politique et philosophique de la vague de contestation américaine. La Free Clinic s'affirme comme acteur politique et invite différentes personnalités belges à se positionner. L'objectif de l'institution en 1975 n'était clairement pas révolutionnaire puisqu'il s'agissait avant tout de « contribuer à rendre la société plus juste », afin qu'elle soit plus soucieuse des humbles et déshérités ; plutôt que de réellement remettre en question le système général de fonctionnement de la société dans l'ambition de le transformer. Toutefois, les positions qu'elle a prises, ont profondément marqué l'image et l'histoire politique de la Free Clinic, se

⁸⁴ LERUTH, I., *L'autogestion. Exemple d'une structure de santé de première ligne*, mémoire de l'Institut du Travail (dir. Guy LEBEER), ULB, 2006, p.22.

⁸⁵ *Idem*, p.22.

distinguant comme étant une institution qui dérange, clairement de gauche, contestataire et avant-gardiste pour l'époque.

En 1971, Infor-Jeunes publie un numéro spécial : *Table ronde à propos du petit livre rouge des écoliers et lycéens*. Cette source est importante dans le passé politique de la Free Clinic, car en rééditant *le Petit Livre Rouge des Ecoliers et Lycéens* dans une version commentée, Infor-Jeunes se présente avant tout comme acteur de diffusion d'un ouvrage interdit à la vente en Belgique et dans certains autres pays d'Europe, et surtout comme instigateur d'une série de débats publics particulièrement polémiques. En effet, le *Petit Livre Rouge des Ecoliers et Lycéens* défraie la chronique dès sa parution en 1969. Ce manuel comme son nom l'indique destiné aux écoliers et lycéens, a été rédigé par deux professeurs et un psychologue danois : Bo Dan Andersen, Soren Hansen et Jesper Jensen. Après la publication de l'édition française, il sera rapidement censuré en France, en Suisse et en Belgique ; essentiellement en raison des informations concernant l'avortement qui était encore interdit à cette époque. A l'initiative de Gustave Stoop, Infor-Jeunes va réunir autour de trois tables rondes, des personnalités de milieux philosophiques, politiques et scientifiques différents afin de débattre de l'intégralité du contenu de ce petit manuel tant controversé. Parents, éducateurs, journalistes, responsables d'organisation de jeunesse dans un premier temps soumis au regard du texte, sont ensuite invités à échanger leurs réflexions et faire des commentaires sur l'ouvrage regroupant quatre thématiques adressées à la jeunesse : l'enseignement, la sexualité, les drogues et le système.

Gustave Stoop dans la présentation de l'ouvrage nous éclaire sur les motivations de sa publication : « Infor-Jeunes, témoin de tant de difficultés ressenties par les parents ou par les jeunes a cru utile d'ouvrir la voie au dialogue, plutôt que de participer à la répression fût-ce par un silence complice. [...] Le Petit Livre Rouge contient, croyons-nous, beaucoup d'éléments qui peuvent aider à rapprocher tous ceux qui par leur fonction sont amenés à aider les Jeunes dans les difficultés qu'ils rencontrent. »⁸⁶ La première partie de l'ouvrage (et la plus importante aussi) consacrée à l'enseignement, invite les jeunes à être critiques face à l'autorité trop souvent abusive des professeurs et plus généralement des adultes. Des « adultes qui ne sont pas tout-puissants pour la bonne raison que très souvent ils n'ont même pas le pouvoir de modifier leur propre situation coincés et impuissants, il sont obligés

⁸⁶ Infor-Jeunes, *Table ronde à propos du petit livre rouge des écoliers et lycéens*, Presses de Gérard & Co, 1971, p.3

de se soumettre à des forces économiques ou politiques qui sont leurs vrais maîtres. Et ce sont les enfants et les jeunes qui paient l'addition. »⁸⁷ Les questions posées : *Comment est-ce qu'on nous fait apprendre ? A quoi servent les cours ? Que savent les professeurs ? Comment se plaindre d'un professeur ? Les punitions corporelles : un prof peut-il vous frapper ?* etc. et les sujets traités, comportent autant de réflexions pour inviter les jeunes à se responsabiliser afin d'exiger le respect de leurs droits, à s'interroger sur leur propre situation ou condition afin de pouvoir la changer. En ce sens, les auteurs initient les jeunes lecteurs à être solidaires avec leurs camarades, à rejeter les discriminations, à remettre en question les exigences du professeur, à pouvoir s'en plaindre ou encore à participer aux conseils étudiants. On retrouve très clairement dans cette première partie, le projet de liberté et de remise en question de l'autorité avec pour « mot d'ordre : Laissez les gens décider eux-mêmes, démocratie à la base, démocratie de participation »⁸⁸, témoignant du désir de donner la parole aux plus faibles, dans le souci de « considérer chaque personne, quel que soit son âge, comme autonome ou en devenir d'autonomie, comme responsable ou capable d'élargir progressivement son champ de responsabilité »⁸⁹.

La deuxième partie de l'ouvrage consacrée à la sexualité et aux rapports sexuels a particulièrement fait l'objet de critiques virulentes. Pourtant comme l'écrit Gustave Stoop, « la partie sexualité n'a, dans le Petit Livre Rouge des Ecoliers, que quelques pages. Elle représente moins d'un tiers du texte consacré à l'enseignement. Cette place modeste, relativement, n'a pas empêché ceux qui ont participé aux débats d'en parler beaucoup plus longuement que tout le reste du livre »⁹⁰. Ce sont moins les thèmes traitant de la masturbation et de la pornographie qui ont choqués, que la dernière partie sur l'avortement qui fut d'ailleurs la cause avérée de la censure. Les auteurs informent sur les possibilités pour se faire avorter dans des conditions d'illégalités car « là où l'avortement n'est pas légal, il ne reste qu'une solution, l'avortement illégal et clandestin »⁹¹. Dans les années septante, l'avortement devient l'une des questions majeures de la société américaine et se transpose également dans la société européenne. Le mouvement néo-féministe se développant, crée de nouvelles questions

⁸⁷ Infor-Jeunes, *Table ronde à propos du petit livre rouge des écoliers et lycéens*, Presses de Gérard & Co, 1971, p.19.

⁸⁸ GRANJON, M-C, « Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988) » dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps. Mai-68 Les mouvements étudiants en France et dans le monde*. 1988, n°11-13, pp. 10-17, op.cit., p.4.

⁸⁹ FREE CLINIC, *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, 1985.

⁹⁰ Infor-JEUNES, *Table ronde à propos du petit livre rouge des écoliers et lycéens*, Presses de Gérard & Co, 1971, p.51.

⁹¹ *Idem.*, p.58.

sociétales comme celle du rapport au corps et l'avortement.⁹² Le rapport aux corps devient ainsi un objet même de contestation. Pour reprendre Raoul Vanheighem, « il ne suffit plus que l'intelligence prenne appui sur l'époque afin de la changer. Il s'agit désormais que le corps prenne conscience de sa volonté de vivre et de son environnement comme d'un territoire à libérer pour instaurer la souveraineté du vivant »⁹³.

Bien qu'Infor Jeunes ne soit pas l'auteur de ses propos, en rééditant le *Petit Livre Rouge des écoliers et lycéens* dans une version détournée, il prend des risques qui lui d'ailleurs vaudront le retrait de certains subsides privés pour « raisons morales »⁹⁴, d'autant que les commentaires de la *Table ronde à propos du petit livre rouge des écoliers* ne s'y opposent en rien, tout au plus mentionnent-ils les risques encourus en cas d'avortement à répétition, et précisent quand même que « celle qui, par respect de la vie, accepte de mettre un enfant qu'elle n'avait pas souhaité au monde dans des conditions difficiles fait preuve de courage et mérite notre estime »⁹⁵.

C'est dans ce même souci d'informer les jeunes pour les mettre en garde, que le troisième chapitre sur les drogues a été écrit ; car « non seulement [les jeunes] savent que ça existe, mais, mal informés, ils imaginent que c'est follement amusant d'en prendre. »⁹⁶ On retrouve ce souci constant de responsabilisation des jeunes pour les rendre plus indépendants, plus libres. Comme on peut le lire dans une circulaire de la maison, datée de 1972, « notre vocation fondamentale est l'information [...]. Bien comprise, elle est la forme la plus élevée de la charité ou de la philanthropie. Bien informer quelqu'un, c'est le rendre capable de choisir lui-même, c'est lui rendre sa dignité d'homme. Mal informer quelqu'un, c'est le maintenir dans un état de dépendance, c'est continuer à exercer sur lui une pression paternaliste qui nous donne l'avantage sur lui, nous fait croire que c'est à nous qu'il doit « d'en sortir », alors qu'il faudrait nous faire pardonner l'information que nous lui donnons. »⁹⁷

⁹² ZINN, H., *Le XXe siècle Américain, une histoire populaire de 1890 à nos jours*, Agone, Paris, p. 248.

⁹³ VANHEIGHM, R., « Observations sur le Manifeste », dans MARX et ENGELS, *Manifeste du Parti Communiste*, Mille et Une Nuits, Italie, 1999, p.71.

⁹⁴ DELFOSSE, L., « Les « médecins-copains ». A Bruxelles, la free-clinic fonctionne avec quarante bénévoles...mais sans aide publique », *Journal d'Europe*, 16 avril 1974.

⁹⁵ Infor-Jeunes, *Table ronde à propos du petit livre rouge des écoliers et lycéens*, Presses de Gérard & Co, 1971, p.58.

⁹⁶ *Idem*, p.60.

⁹⁷ Coupure de presse anonyme au journal non identifié, « Infor-Jeunes, Infor-Drogue, Free Clinic... », mars 1972, n°22.

Enfin, la dernière partie traitant du « système » aborde à nouveau la question de l'école, mais cette fois comme étant le « reflet et le pourvoyeur du système économique, social et culturel du pays où il se trouve »⁹⁸. Il s'agit certainement de la partie la plus engagée de l'ouvrage, dans le sens où les auteurs poussent très clairement à ne pas accepter le système tel qui se présente actuellement, « basé sur la compétition, la concurrence et la rivalité. »⁹⁹ « A la limite, l'élève ne travaille plus que pour apprendre, mais pour être le meilleur, c'est-à-dire le plus riche de points. »¹⁰⁰ Ils s'insurgent contre les examens qui « ne sont pas un moyen adéquat d'évaluer les connaissances et l'emploi des connaissances. »¹⁰¹ Ils terminent le chapitre et l'ouvrage avec un appel à participer au changement de société, à « transformer le monde et le refaire à notre image [en commençant] là où tu te trouves, dans ton milieu de travail. D'autres à différents endroits, mènent aussi une lutte. Sache bien que c'est partout la même lutte. »¹⁰²

L'antiautoritarisme et la critique du système relient les contestataires des années 1960, 1970 et 1980 à une certaine protestation américaine. Pourtant, derrière ces grands idéaux aux allures révolutionnaires, cette contestation aura modifié davantage le quotidien, les relations sociales que la société en elle-même. En effet, même si les idées de grandes transformations de ces décennies ont participé à faire évoluer d'importants débats de société, et à contribuer à « libérer les mœurs », il n'en reste pas moins que le système n'a pas profondément changé. Certains se sont essayés à créer et vivre à l'intérieur de communautés idéales, d'autres comme la Free Clinic, ont tenté de « transformer des rapports humains et sociaux en vue de l'épanouissement des personnes dans le cadre d'une société plus juste. »¹⁰³ Ce « gauchisme existentiel », comme le nomme Edgar Morin¹⁰⁴, propre aux débuts de l'institution, s'est progressivement détaché du quotidien de la Free Clinic. Aujourd'hui seuls la Charte, qui n'est d'ailleurs pas connue aux yeux de tout le personnel de la Free Clinic, ainsi que les quelques travailleurs avec plus d'ancienneté, gardent dans leur discours un héritage politique de ce passé. Un passé non pas avec un

⁹⁸ Infor-Jeunes, *Table ronde à propos du petit livre rouge des écoliers et lycéens*, Presses de Gérard & Co, 1971, p.70.

⁹⁹ *Idem*, p.73.

¹⁰⁰ *Idem*, p.72.

¹⁰¹ *Idem*, p.75.

¹⁰² *Idem*, p.79.

¹⁰³ FREE CLINIC, *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, 1985.

¹⁰⁴ GRANJON, M-C, « Révolte des campus et nouvelle gauche américaine (1960-1988) » dans *Matériaux pour l'histoire de notre temps. Mai-68 Les mouvements étudiants en France et dans le monde*. 1988, n°11-13, pp. 10-17, p.8.

projet que l'on pourrait qualifier de « révolutionnaire », mais un passé avec une ambition politique profonde de pouvoir réellement participer au projet d'une « société plus juste ».

IV. Un combat à la Free Clinic : la dépénalisation de l'avortement

Le but de ce chapitre n'est pas de faire une histoire politique ou juridique de la dépénalisation de l'avortement en Belgique mais plutôt de comprendre comment les travailleurs de la Free Clinic, par leurs actions, leurs écrits et leurs prises de position, ont lutté aux côtés d'autres associations pour la dépénalisation de l'avortement. Pour ce faire, nous avons travaillé sur base de publications et d'articles de presses des milieux militants pour cette cause.

1. Un sujet tabou

En 1974, une des raisons qui poussent les travailleurs de la Free Clinic à quitter Infor-Jeunes, mis à part l'attitude de Gustave Stoop¹⁰⁵, est qu'ils veulent pratiquer des avortements dans leurs locaux pour mettre fin aux avortements clandestins dans de mauvaises conditions sanitaires. Gustave Stoop, bien qu'il soit prêtre, n'est pas contre le fait d'envoyer des jeunes filles aux Pays-Bas ou en Angleterre, « Moi *bloqué* sur le problème de l'avortement de par mon statut de religieux ? Personne ne pourra me le reprocher. J'ai payé des avortements de ma poche. J'ai dit à des parents que leur fille était en stage de formation alors qu'elle partait en Hollande ou en Angleterre »¹⁰⁶. Mais il ne veut pas que la Free Clinic pratique des avortements en Belgique. Il préfère donc aider en toute discrétion alors que les travailleurs de la Free Clinic veulent faire du bruit afin de faire évoluer une situation bloquée par les politiques qui ne prennent aucune décision. Stoop accuse également la Free Clinic de devenir une « filière pour avortements »¹⁰⁷.

On constate donc que, même au sein du milieu associatif, la question de l'avortement ne fait pas l'unanimité. Et pour cause, l'avortement figure à l'époque dans le code pénal et les médecins qui le pratiquent encourent une peine de prison. En effet, les articles 348 à 353 du code pénal, qui datent de 1867, sanctionnent l'interruption volontaire de grossesse (IVG). Bien que n'étant pas reconnu comme un crime aussi grave qu'un infanticide, l'avortement est reconnu comme une infraction à l'ordre des familles et la moralité publique. Il ne s'agit donc pas d'un crime contre personne. Les articles prévoient une peine de réclusion allant jusqu'à vingt ans si la personne ayant effectué l'IVG est qualifiée (médecin, infirmier). La publicité

¹⁰⁵ Voir p. 16

¹⁰⁶ Propos tenus par Gustave Stoop dans CAPONE, A., « La vérité au fond du puits », dans *Le Journal de Bruxelles*, novembre 1974.

¹⁰⁷ *Idem*.

en la matière est également sanctionnée¹⁰⁸. Cependant, dans les années soixante et septante, une tolérance discrète est adoptée par les autorités et les médecins pratiquant des avortements dans de bonnes conditions sont condamnés à raison de trois mois de prison par avortement prouvé¹⁰⁹, la plupart des médecins parviennent à faire casser ce jugement en appel et ne vont donc pas en prison. Mais la plus grande majorité d'entre eux ne seront même pas jugés, le Parquet classant l'affaire sans suite. La question est taboue et aucune proposition de loi n'est faite afin de faire bouger les choses.

Il y a donc un énorme décalage entre la loi et la pratique, que va faire éclater au grand jour ce qu'on appelle dorénavant « l'affaire Peers ». Le 18 janvier 1973, Willy Peers est arrêté et placé en détention préventive, ce gynécologue de la Maternité Provinciale de Namur est accusé d'avoir pratiqué 300 avortements. Willy Peers, médecin humaniste et communiste, est déjà à l'époque bien connu du milieu militant puisqu'il se bat sur trois fronts à la fois : la légalisation de la contraception, l'accouchement sans douleur et la dépénalisation de l'avortement. Son arrestation crée un grand émoi parmi la population et sera à l'origine d'une mobilisation sans précédent qui brisera enfin le tabou lié à l'avortement. Plus de 10 000 personnes défilèrent dans les rues pour demander sa libération partout en Belgique¹¹⁰. Il sera relâché quelques semaines plus tard mais c'est seulement après sa mort, en 1984, que la Cour de Cassation donnera raison à Peers, en annulant toutes les décisions prises contre lui. Cette affaire fit cependant entrer le problème de l'avortement dans le débat politique. C'est le début d'une longue série de projets et de propositions de loi qui n'aboutiront jamais car les sociaux-chrétiens sont alors au pouvoir et ils maintiennent leur position de blocage. Certains médecins pensent à l'heure actuelle que la fin de la période de relative tolérance de la justice envers les pratiques d'avortements est en fait la seule manière qu'ont trouvée les juges pour briser le tabou et faire évoluer la situation au niveau légal¹¹¹.

C'est seulement en 1990 que la dernière proposition de Lucienne Michielsens et Roger Lallemand, du parti libéral, est adoptée au terme d'une longue procédure qui se clôture même par « l'impossibilité temporaire de régner » du roi Baudouin qui estime alors qu'il ne peut

¹⁰⁸ Béragère Marques-Pereira, *L'avortement En Belgique: De La Clandestinité Au Débat Politique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1989, pp.19-21.

¹⁰⁹ Marcel Vekemans, interview réalisée le 8 mars 2010.

¹¹⁰ Béragère Marques-Pereira, *L'avortement En Belgique: De La Clandestinité Au Débat Politique*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1989, p. 27.

¹¹¹ Marcel Vekemans, interview réalisée le 8 mars 2010

signer cette loi étant données ses croyances. Cette loi dépénalise l'avortement si un certain nombre de conditions sont remplies :

- seule la femme peut demander une IVG.
- l'IVG est pratiquée avant la fin de la douzième semaine suivant la conception.
- l'IVG se pratique dans un centre médical agréé où la femme recevra des informations et un soutien psychologique.
- le médecin doit informer sa patiente des risques et des autres solutions, comme l'adoption.

2. La lutte au sein de la Free Clinic

Dès sa création, les travailleurs de la Free Clinic décident donc de sortir de la clandestinité et de pratiquer des avortements médicalisés dans de bonnes conditions dans leurs locaux, au 154A de la chaussée de Wavre. « Quand Willy Peers a commencé à militer, à faire des avortements et à le dire, on s'est dit ça c'est ce qui est juste. On ne va pas aller conduire ces jeunes filles au bout du monde pour les faire avorter »¹¹². Les travailleurs se positionnent donc ouvertement en faveur de la dépénalisation de l'avortement. A partir de 1975, des IVG sont pratiquées à la Free Clinic et dans d'autres centres extra-hospitaliers. L'optique commune de ces centres est d'offrir à leurs patientes de bonnes conditions médicales, leur apporter un soutien psychologique, agir sans aucun esprit de lucre.

C'est ainsi qu'en 1978, la Free Clinic s'unit à sept autres centres et ils créent ensemble le GACEHPA (Groupe d'Action des Centres Extra-Hospitaliers Pratiquant l'Avortement). Le GACEHPA tente de faire pression sur les pouvoirs politiques afin que ces derniers votent une loi : « Des dispositions législatives nous paraissent devoir s'inscrire dans la ligne des principes qui ont guidé notre action dans ce domaine complexe et délicat :

- 1) les interruptions de grossesse légales doivent permettre de soulager une détresse en évitant les conséquences désastreuses de la clandestinité aussi bien que l'injustice et l'inégalité des recours aux services coûteux de certains pays étrangers ;
- 2) les dispositions législatives doivent, en encourageant le recours aux moyens contraceptifs efficaces, empêcher une dérive vers la banalisation ;
- 3) elles doivent également faire en sorte que l'avortement, s'il requiert une compétence professionnelle spécifique, ne puisse donner lieu à des gains excessifs et soit pratiqué

¹¹² Françoise Lassoie, retranscription d'une interview réalisée le 2 mars 2010.

sans esprit de lucre, qualité que les attendus judiciaires ont reconnue à plusieurs reprises dans les procès intentés aux médecins membres du GACEHPA ;

- 4) enfin une limite temporelle doit être clairement établie et connue de tous : celle-ci nous semble devoir se situer entre la douzième et la quinzième semaine. »¹¹³

Les revendications de la Free Clinic, par le biais du GACEHPA, sont donc clairement énoncées. L'organisation de la lutte se met en place dès 1975, année de la première IVG pratiquée à la Free Clinic. Chaque centre avait son organisation afin de ne pas trop laisser de traces de telles pratiques, alors illégales, car les descentes du Parquet étaient fréquentes. Les avortements se font en trois temps, comme aujourd'hui, une première visite avec le médecin et un psychologue, une seconde pour l'avortement lui-même (au moins une semaine après la première visite afin de laisser un temps de réflexion à la patiente) et enfin une troisième visite de contrôle et de soutien psychologique. Ces dossiers portent alors le nom de A, B et C à la Free Clinic, ils sont d'une couleur différente des autres dossiers et classés à part. Ainsi, lors d'une perquisition, les dossiers peuvent rapidement disparaître¹¹⁴. Les gynécologues sont peu présents à la Free Clinic, seulement quelques heures par semaine, d'autres dispositions sont donc rapidement mises en place, les gynécologues vont notamment former les médecins généralistes afin que ceux-ci puissent pratiquer les IVG. Le prix des IVG est à l'époque de plus ou moins 2000 francs belges et une partie de cette somme est toujours mise de côté à la Free Clinic afin de participer aux frais d'avocats des médecins arrêtés ou de payer l'IVG à des femmes ne pouvant se permettre de déboursier une telle somme d'argent¹¹⁵. Les travailleurs de la Free Clinic ont également manifesté de nombreuses fois aux côtés d'autres associations pour la dépénalisation de l'avortement. Ils ont soutenu Willy Peers quand celui-ci était jugé et ont connu eux-mêmes des médecins de la Free Clinic arrêtés et jugés, comme Marcel Vekemans qui fut condamné à 6 mois de prison pour des faits d'avortements¹¹⁶.

On constate donc que les travailleurs de la Free Clinic se sont très tôt mobilisés pour cette cause et n'ont pas eu peur de se mettre en situation dangereuse pour défendre ce en quoi ils croyaient.

¹¹³ Anonyme, *La réalité et la pratique de l'avortement en Belgique. Enquête réalisée par le GACEHPA en 1985*, 1985.

¹¹⁴ Isabelle de Ville, interview réalisée le 11 mars 2010.

¹¹⁵ Isabelle de Ville, interview réalisée le 11 mars 2010 et Marcel Vekemans, interview réalisée le 8 mars 2010.

¹¹⁶ 6 mois de prison qu'il n'a pas fait puisque son jugement a été cassé en appel.

V. Le service Santé mentale à la Free Clinic

Dans cette partie du travail nous allons aborder la question du rôle de la Santé mentale¹¹⁷ dans la Free Clinic. Mais avant cela, penchons-nous sur les liens existant entre la Santé Mentale et le mouvement extrahospitalier en psychiatrie. En 1972, lorsque naît la Free Clinic à Bruxelles, aucun psychiatre ne fait partie de l'équipe. Le service médical d'Infor-Jeunes est composé, entre autre, de Françoise Lassoie, psychologue, et de deux médecins généralistes. Ce service fonctionne environ un an sans psychiatre¹¹⁸. On ne connaît pas la date exacte de l'arrivée des psychiatres, ni leur nombre, mais des psychiatres y ont travaillé avant la scission avec Infor-Jeunes, et on sait qu'ils ont joué un rôle important lors de cet événement (notamment Alain Borlée qui cherchera de l'aide auprès du bourgmestre socialiste de Saint-Josse, Guy Cudell, parce qu'ils craignaient une action en justice de la part de Stoop)¹¹⁹. D'autre part, la concordance entre l'apparition de la Free Clinic et celle d'autres institutions extrahospitalières a rapidement attiré notre attention. Après une première vague d'émergence de différents mouvements extrahospitaliers en Belgique au début des années soixante (l'Équipe¹²⁰ en 1961, Antonin Artaud¹²¹ en 62, etc.), la seconde se situe plutôt dans la première partie des années septante (WOPS¹²² en 1973 et le Réseau alternatif à la psychiatrie¹²³ en 1975) et donc au même moment que la création de la Free Clinic. Comme leurs confrères des autres institutions extrahospitalières, les psychiatres travaillant à la Free Clinic partagent la volonté de travailler différemment que leurs collègues dans les hôpitaux traditionnels. Les différents psychiatres ont le plus souvent profité de formations très similaires. Ils ne sont plus marqués par une vision purement organique de la maladie mentale

¹¹⁷ Nous allons ici parler du groupe Santé mentale de la Free Clinic.

¹¹⁸ Françoise Lassoie, entretien téléphonique du 26 mars 2010

¹¹⁹ Alain Borlée, interview réalisée le 10 mars 2010

¹²⁰ L'Equipe est une ASBL créée en 1963 à Anderlecht qui s'est donnée pour objectif la réinsertion sociale et professionnelle de malades mentaux après un séjour en hôpital psychiatrique. L'Equipe comprend à la base un foyer de post-cure et un Atelier protégé mais ses structures évolueront et se multiplieront au fil des années.

¹²¹ Situé en plein cœur de Bruxelles, dans le quartier du Béguinage, le Club Antonin Artaud est né en 1962 d'un groupe de patients désireux de trouver une alternative à l'hospitalisation psychiatrique. Reconnu depuis lors comme centre de jour, il s'adresse à des adultes qui souffrent de difficultés psychologiques et tentent de retrouver un rythme de vie, une place active et plus autonome au sein de la société.

¹²² A.s.b.l. créée en 1973 sous l'initiative d'un psychiatre, Baudouin Delahaye, et d'un psychologue, Jean Daveloose, ayant fait leurs études à l'UCL et rapidement rejoints par Alain Borlée. Le WOPS est sectorisé sur Woluwe-Saint-Lambert et regroupe trois entités: un centre psychothérapeutique de jour, un centre de nuit et un centre de santé mentale.

¹²³ Fondé en 1975 au sein de la Gerbe (un centre de santé mentale à Bruxelles), le Réseau Alternatif à la Psychiatrie rassemblait des praticiens, des professionnels, des anciens psychiatisés et des malades mentaux ayant pour objectif de partager des expériences et des idées nouvelles. Dans ce but, des rencontres sont organisées en congrès à Bruxelles, Paris, Trieste, au Brésil. Aujourd'hui le Réseau Alternatif à la Psychiatrie a disparu et le seul vestige de celui-ci est *L'Autre Lieu* à Bruxelles, la branche belge de ce réseau international.

et ils ont pour la plupart pu bénéficier d'une formation de psychanalyste¹²⁴. Ils disent vouloir faire de la psychiatrie autrement. Ainsi Philippe Goossens¹²⁵, en parlant de ses motivations, explique qu'après différentes expériences dans des hôpitaux traditionnels (où il a travaillé en tant qu'assistant psychiatre), il avait envie de pratiquer une psychiatrie alternative dans une équipe « assez cool », sympathique et assez horizontale, donc autogestionnaire¹²⁶. Il existe clairement une réflexion commune au sein de cette génération de psychiatres qui ont décidé de travailler dans des institutions extrahospitalières. Ils sont d'ailleurs nombreux à avoir travaillé dans plusieurs de ces institutions (par exemple Alain Borlée et Philippe Goossens qui sont passés tous les deux par la Free Clinic avant de travailler au WOPS).

Mais il y a également des différences entre le travail de la Santé mentale à la Free Clinic et celui pratiqué dans d'autres institutions qui émergent au même moment. La Free Clinic s'oppose ainsi à la sectorisation géographique qui est à cette époque monnaie courante. La Free Clinic se définit par rapport à une population et non par rapport à un territoire, il existe d'ailleurs un Centre de Santé mentale pour le territoire d'Ixelles dans le voisinage direct de la Free Clinic. Dans un premier temps, elle s'adresse à une population jeune et par la suite elle s'étend à tous les âges en essayant de se concentrer un maximum sur les personnes les plus démunies¹²⁷. On peut toutefois affirmer que la Free Clinic s'insère dans le mouvement extrahospitalier en psychiatrie. En effet, les psychiatres qui y travaillent sont influencés par les mêmes courants d'idées et même au niveau de leur travail psychiatrique à proprement parler, des similitudes apparaissent dans leurs méthodes et dans leur approche du patient. De plus, ils ont souvent en commun de vouloir travailler dans des structures moins hiérarchisées.

Cependant, la création de la Free Clinic ne s'explique pas simplement par une affinité au mouvement extrahospitalier. Comme il a été dit précédemment, il n'y a pas de psychiatre à la Free Clinic au moment de sa création et celle-ci ne va donc pas d'emblée se constituer en simple alternative à la psychiatrie hospitalière. En effet, son objectif premier n'est pas de soigner un type de problème spécifique (tel que les maladies mentales par exemple), mais elle se définit par rapport à une population, en l'occurrence les jeunes. Elle tend à répondre à une

¹²⁴ Alain Borlée, interview réalisée le 10 mars 2010

¹²⁵ Né le 17 novembre 1951 et issu d'un milieu bourgeois catholique, Philippe Goossens étudie la psychiatrie à l'UCL. Il va ensuite travailler à l'hôpital de Tournai et de Saint Luc à Bruxelles. Il a commencé à travailler à la Free Clinic vers 1981 et y travaille toujours à l'heure actuelle.

¹²⁶ Philippe Goossens, interview réalisée le 15 mars 2010

¹²⁷ Alain Borlée, interview réalisée le 10 mars 2010

série de problèmes qui dépassent largement le cadre de la santé mentale. Cette dernière ne constitue donc qu'une des facettes du travail de la Free Clinic. « La Free Clinic a beaucoup en commun avec les autres centres de Planning Familial. Par contre beaucoup moins avec les autres centres de santé mentale car ceux-ci ont moins de projets philosophiques que la Free Clinic. Le plus de la Free Clinic c'est que tout est pluridisciplinaire et sous un même toit, on ne soigne pas que le psychologique »¹²⁸. Il ne faut pas oublier que le mouvement extrahospitalier dépasse le simple cadre de la psychiatrie. La médecine générale sort également des murs de l'hôpital et les plannings familiaux commencent à émerger.

En quoi consiste donc le travail des psychiatres à la Free Clinic et en quoi se distingue-t-il de celui pratiqué par les autres institutions ? À la question de la spécificité de la Free Clinic, les réponses des différents travailleurs sont unanimes : il s'agit de la pluridisciplinarité. Il importe de signaler que le groupe Santé mentale à la Free Clinic ne se limite pas aux psychiatres. Les psychologues et assistants sociaux y jouent eux-aussi un rôle fondamental et collaborent au sein du groupe à une meilleure approche du patient dans sa globalité. D'ailleurs depuis qu'ils sont agrégés en tant que Centre de Santé Mentale (1974), ils sont subventionnés pour toute une équipe, composée de psychiatres, de psychologues et d'assistants sociaux. On peut en conclure que dès ce moment, les pouvoirs publics considèrent eux-aussi que le travail en santé mentale dépasse le cadre de la psychiatrie¹²⁹. D'autre part il y a une réelle pluridisciplinarité au niveau de l'ensemble de la Free Clinic. Un patient n'y voit rarement qu'une seule personne ; il est en effet pris en charge par différents services qui tentent de collaborer au mieux dans le but de l'aider. La Free Clinic essaie de dépasser les cloisonnements institutionnels (qui sont nécessaires pour bénéficier d'un maximum de subventions) et de regrouper des secteurs complémentaires. Ainsi, les patients trouvent différents services dans un même lieu, ce qui facilite une réelle continuité des échanges et des soins. On peut considérer que même des approches sociales et financières, comme la médiation de dettes doivent être parfois envisagées dans le cadre d'une dépression par exemple, étant donné que la sécurité financière et des rapports sociaux et économiques structurés contribuent à l'équilibre mental du patient¹³⁰. « On ne s'occupe pas que de malades, on offre également des soins thérapeutiques pour des gens qui ne se sentent pas bien et qui ont

¹²⁸ Françoise Lassoie, interview réalisée le 2 mars 2010

¹²⁹ Philippe Goossens, interview réalisée le 15 mars 2010

¹³⁰ Monique Debauche, interview réalisée le 2 mars 2010

envie d'aller mieux »¹³¹. Les psychiatres s'appliquent également à d'autres tâches que l'exercice de la psychiatrie pure et dure. Ils peuvent très bien devoir faire du travail d'accueil, du travail social ou de la médiation de dettes. Le service Santé mentale n'est pas cloisonné et permet de toucher à d'autres services, ceci est valable également pour les autres groupes¹³².

Dans leur travail quotidien, les psychiatres de la Free Clinic ont le plus souvent recours à la psychothérapie pour soigner leurs patients. Ils sont fortement influencés par un cadre de réflexion de type psychanalytique, même si la psychanalyse est très rarement appliquée dans les faits à cause de son coût financier et de l'investissement en temps¹³³. Ils sont également très marqués par le courant de la théorie systémique (théorie des ensembles) qui affirme qu'il n'y a pas une personne malade, mais plutôt un système dysfonctionnant dont le « malade » n'est alors qu'un symptôme. Ils vont donc de plus en plus utiliser des thérapies familiales et l'analyse transactionnelle¹³⁴ pour essayer de prendre en compte l'entourage des personnes dans le but de les impliquer dans le traitement (en les informant, leurs donnant des conseils, etc.) mais aussi pour faire des observations qui peuvent aider le psychiatre à mieux comprendre le problème¹³⁵. On essaie de « favoriser une prise de conscience de l'influence de certaines conditions de vie (familiales, professionnelles, affectives, scolaires, économiques, sociales, écologiques, ...) sur la santé en tant que bien-être physique, mental et social »¹³⁶. De manière générale, la Free Clinic privilégie le dialogue aux traitements par médicaments sans pour autant être en mesure d'y renoncer totalement. Ceci répond à un de ses premiers objectifs qui est d'éviter la surconsommation de médicaments et de prendre part dans la lutte pour une médecine décommercialisée¹³⁷. Les psychiatres de la Free Clinic disent généralement avoir été influencés par le courant de l'antipsychiatrie¹³⁸. Ceci se reflète

¹³¹ Alain Borlée, retranscription d'une interview réalisée le 10 mars 2010

¹³² Lorsque nous lui avons demandé quelle était sa fonction à la Free Clinic, Ingrid Leruth ne pouvait pas nous donner une simple réponse. Elle nous a dit avoir fait de l'accueil, de l'assistance sociale et qu'elle avait travaillé dans d'autres services également pendant les 13 années qu'elle a passé à la Free Clinic (source : Ingrid Leruth, entretien téléphonique du 30 mars 2010).

¹³³ Monique Debauche, interview réalisée le 2 mars 2010

¹³⁴ Théorie élaboré par E. Berne, qui repose sur une analyse de la communication et de la personnalité. Elle postule qu'un individu peut s'exprimer à travers trois états (le parent, l'adulte et l'enfant) suivant l'interlocuteur et les circonstances, la communication étant une transaction dans laquelle les interlocuteurs doivent clarifier leurs positions respectives (source : « Transactionnelle (analyse) », dans KIPMAN, S.D., dir., *Dictionnaire des termes de psychiatrie et de santé mentale*, Rueil-Malmaison, 2005, p. 407).

¹³⁵ FREE CLINIC, *Rapport moral*, 1979.

¹³⁶ FREE CLINIC, *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, 1985

¹³⁷ FREE CLINIC, *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, 1985

¹³⁸ Remise en cause radicale de la psychiatrie classique. On désigne par là surtout un mouvement d'idées apparu dans les années soixante qui vont critiquer les méthodes, les *a priori*, le rôle social des psychiatres et aussi l'institution psychiatrique elle-même. Ses principaux acteurs sont T. Szasz, pour qui la maladie mentale est un mythe ainsi que D. Cooper et R. Laing pour qui le « fou » ne l'est qu'en réaction à la société, qui elle est aliénante. Dans cette vision, les psychiatres ont un rôle de normalisation et de contrôle social. (source :

également dans leurs méthodes. Ils essaient d'impliquer un maximum le patient dans son traitement en le laissant poser lui-même des questions ou en le laissant parler de ce qui l'inquiète tout simplement. Leur but est d'en venir à une démythification de la science. Celle-ci est d'autant plus importante lorsqu'il s'agit du psychique. Ils ne veulent pas apporter des réponses toutes faites et décider pour le patient. Au contraire, ils respectent son opinion et l'encouragent à se poser des questions¹³⁹.

La relation avec le patient a connu une certaine évolution depuis les débuts de la Free Clinic. L'idée de départ était de réduire au minimum la distance entre le patient et le médecin. Dans le contexte des années septante, cela s'expliquait surtout car on voulait établir un lien de confiance avec les jeunes patients qui venaient les voir pour trouver une ambiance décontractée et un ami à qui parler¹⁴⁰. Il y avait un réel discours d'égalité. « Le jeu à la Free Clinic, c'était vraiment incroyable, était quand-même de faire Copain ! »¹⁴¹. Dans la psychiatrie traditionnelle, le psychiatre est presque toujours mis dans une situation paternelle et autoritaire. À la Free Clinic, on essaie justement d'éviter ce rôle pour rester le plus proche des jeunes. Cette relation comporte aussi des risques, notamment celui de se faire manipuler si on ne garde pas un minimum de distance. Les psychiatres jonglent avec l'idée qu'ils sont à la fois copains et pas les mêmes¹⁴². Même si cette relation a évolué au cours des années (notamment parce que la patientèle a évolué elle aussi), on retrouve encore aujourd'hui cette dimension, par exemple dans le tutoiement mutuel, mais pas systématique, et le style vestimentaire.

Un dernier volet du travail de la Santé mentale à la Free Clinic, tout comme pour l'ensemble de l'institution, consiste en la prévention. Dans ce domaine, la prévention consiste surtout à rendre les soins accessibles, sympathiques, pour que les personnes aient le courage de « pousser la porte » et d'entrer. En les informant, ils essaient d'aller chercher les gens plutôt que d'attendre qu'ils viennent vers eux. Ils tentent également de déterminer des « familles à risque » : en collaboration avec les assistants sociaux, ils repèrent les familles qui

«Antipsychiatrie» dans KIPMAN, S.D. (dir.), *Dictionnaire des termes de psychiatrie et de santé mentale*, Rueil-Malmaison, 2005, pp.26-27).

¹³⁹ Anonyme, « Quelques points de vue de lecteurs sur le difficile dialogue médecin-malade... », dans *Actualité-Santé*, n°60, mars 1984, p. 5-7.

¹⁴⁰ Anonyme, « A la Free Clinic ; le toubib est un copain », dans *Choc*, 11 novembre 1974.

¹⁴¹ Alain Borlée, retranscription d'une interview réalisée le 10 mars 2010

¹⁴² Alain Borlée, interview réalisée le 10 mars 2010

risquent d'avoir des problèmes¹⁴³. La pluridisciplinarité au sein de la Free Clinic favorise ce travail préventif. Les membres des autres services peuvent détecter les personnes à risque et les réorienter vers le service de Santé mentale. Il est plus facile pour la personne de chercher le contact avec le psychiatre ou le psychologue parce s'il connaît déjà l'institution et qu'il lui suffit, littéralement, d'aller voir une porte plus loin. Ils travaillent également en relation avec d'autres centres de santé mentale. De nombreux liens existent par exemple avec le WOPS ou alors avec le LAMA¹⁴⁴ (pour le travail avec des toxicomanes). Ces liens sont faciles et naturels car les différentes personnes se connaissent bien et ont souvent travaillé ensemble. Philippe Goossens parle d'un « Maxi-Réseau de terrain » informel¹⁴⁵.

¹⁴³ Une femme psychotique enceinte peut par exemple être approchée à travers la couverture de l'aide sociale pour voir si ses problèmes pourront avoir des répercussions sur le bien-être de l'enfant à naître.

¹⁴⁴ Le projet LAMA est une association qui apporte son aide aux toxicomanes en leur proposant des thérapies, un accompagnement et un traitement pharmacologique si cela est nécessaire. Ce projet a débuté en 1983 et bénéficie actuellement de quatre implantations à Bruxelles.

¹⁴⁵ Philippe Goossens, interview réalisée le 15 mars 2010

VI. La place de l'espace et le rôle du service Accueil

« L'extra-hospitalier » fait également référence au bâti. Le malade est déplacé « hors des murs » de l'hôpital pour être intégré dans un espace plus ouvert, moins froid et surtout plus proche de la société. Cette démarche est inhérente au début de la psychiatrie extra-hospitalière qui a voulu rompre avec l'isolement et la structure imposante et hiérarchique de l'hôpital, au profit d'une psychiatrie témoignant d'un souci profond de réinsertion douce et progressive du malade au sein de la vie sociale. L'environnement géographique et spatial est un élément important qui se développe dans les années 70. De manière plus ou moins consciente, l'espace et l'environnement du malade deviennent des aspects réfléchis et intégrés à la santé mentale ; pensés et articulés de différentes façons au fur et à mesure du temps et des écoles. Il nous a donc semblé important de porter une attention particulière dans nos archives et nos interviews à la réflexion – s'il y en a eue – consacrée à l'environnement de la Free Clinic, son ambiance et son espace.

L'espace, synonyme de décor, considéré comme un élément tangible et visible du processus de démedicalisation que s'est approprié la Free Clinic dès sa création, est un processus visible, mais certainement pas suffisant ; c'est la raison pour laquelle une attention particulière est également apportée au service d'accueil qui devrait participer à ce processus, en transformant et en humanisant les rapports sociaux. Pendant son voyage à Berkeley, Gustave Stoop visite la première Free Clinic de San Francisco, qui servira de modèle. Il est séduit par l'atmosphère démedicalisée qui y règne : tous les médecins sont jeunes, 33 ans tout au plus, ce ne sont pas eux qui posent des questions mais bien les patients et il y règne surtout une ambiance sympathique et décontractée, « la couleur blanche a complètement disparu du décor de la petite salle de consultation, mais les murs sont colorés peints par les jeunes »¹⁴⁶. A l'instar de ce qui s'est fait sur la côte ouest des Etats-Unis à partir de 1967, le souci d'humaniser la relation entre le médecin et patient est la mission que s'est fixée la Free Clinic de Bruxelles dès sa création. Dans ce but, une attention particulière est apportée à l'atmosphère qui règne dans ses locaux. Pour pousser les jeunes à venir s'informer et consulter sans craindre d'être jugés, l'équipe est à la recherche d'un environnement accueillant et décontracté. A la Free Clinic, on a banni les blouses blanches, les médecins sont

¹⁴⁶ Anonyme, « La Free Clinic, une autre médecine pour les jeunes », dans le *Patriote*, 24 février 1972.

décontractés¹⁴⁷ et habillés comme au quotidien et rejettent la hiérarchie propre aux centres de santé traditionnels. Sur la façade bariolée du bâtiment Place Quételet, on pouvait lire au début des années septante : « Si tu as des ennuis avec ton patron, si tu ne t'entends pas avec tes parents, si tu en as marre des difficultés, si tu te drogues, des psychologues, des avocats et des médecins pas comme les autres sont là pour discuter avec toi ». Et puis, en maxi-caractères : « FREE CLINIC »¹⁴⁸. En 1972, la Free Clinic se compose seulement encore d'une petite pièce avec un bureau, deux fauteuils et une table médicale (matelas étendu sur trois tables de café). Malgré les installations rudimentaires, le décor intérieur anticonformiste avertit déjà le jeune malade qu'il n'est pas dans un cabinet médical comme les autres, à l'image de la philosophie de la Free Clinic¹⁴⁹ : il y a du tapis plein, les murs sont peints en couleurs et au sol, deux tapis rouges en forme de pieds géants accueillent les arrivants.¹⁵⁰ Les jeunes participent à la décoration de la clinique qui est devenue un peu la leur et dans l'esprit de la contreculture qui règne à l'époque.

Si on compare l'atmosphère qui régnait dans les débuts de la Free Clinic à celle qui règne aujourd'hui dans ses locaux situés au 154A, Chaussée de Wavre à Ixelles¹⁵¹, celle-ci semble avoir bien changé. L'ambiance y est simple et relativement agréable, mais plus à l'image du public jeune qui était sa cible à l'époque.¹⁵² Comme nous l'avons vu précédemment, le public s'est fortement élargi. Les jeunes qui fréquentaient la Free Clinic ont aujourd'hui vieilli et certains d'entre eux la fréquentent toujours. Elle accueille aujourd'hui un public beaucoup plus large en raison de la paupérisation de Bruxelles¹⁵³, composé de jeunes et de moins jeunes, mais pour la plupart dans une situation relativement précaire. Avec l'élargissement du public c'est également le décor qui s'est modifié pour devenir de plus en plus consensuel. Les murs sont fraîchement peints de couleurs pastels, la salle d'attente est simple et non plus bariolée comme presque quarante ans plus tôt. Certes on ne retrouve pas du tout l'ambiance aseptisée de l'hôpital, la Free Clinic occupe actuellement un bâtiment confortable, une sorte de grande maison de maître vu de l'intérieur avec plusieurs cabinets en hauteur. Les cabinets ont gardé une touche d'originalité, chacun a sa couleur et les patientes

¹⁴⁷ Voir annexe n°2

¹⁴⁸ Anonyme, « C'est la clinique de la confiance totale », dans *Lecture pour tous*, Août 1973.

¹⁴⁹ Françoise Lassoie, interview réalisée le 2 mars 2010

¹⁵⁰ Coupure de presse non référencée retrouvée dans les archives de la Free Clinic, datée de 1972.

¹⁵¹ Voir annexe n°3

¹⁵² Voir annexe n°4

¹⁵³ http://www.observatbru.be/documents/graphics/rapport-pauvrete/barometre_social_09.pdf, consulté le 28 mars 2010.

anxieuses peuvent même tenter de se relaxer en contemplant entre les étriers de la table gynécologique l'aquarium inséré dans le mur du cabinet. Bref c'est toute une atmosphère hippie, du style *Summer of Love* qui a disparu.

Mais seuls le décor et l'ambiance ne suffisent pas à atteindre la mission que s'était fixée la Free Clinic, l'accueil aussi en est élément indispensable. Au-delà de l'attention particulière portée à l'environnement qui règne à l'intérieur des locaux, l'accueil est considéré comme un service en soi particulièrement important, car « le désir paraissait grand d'être reçu et conseillé sans précipitation, sans l'obligation de formalités administratives et d'obtenir non seulement une consultation médicale mais l'occasion d'une conversation se déroulant dans un climat de confiance et de compréhension »¹⁵⁴. La Charte insiste sur la « relation individuelle avec le client »¹⁵⁵, consistant notamment à « veiller particulièrement à la qualité de l'accueil et de l'information, prendre le temps d'écouter, expliquer le sens de nos investigations, recherches et propositions de traitement. Beaucoup de personnes se présentent à nous dans un état de souffrance qui entraîne une dépendance à notre égard (nous avons à leur yeux le pouvoir de la guérir). Nous refusons le pouvoir magique que l'on nous attribue, mais nous nous reconnaissons des compétences et des connaissances professionnelles. Celles-ci ne confèrent pas un pouvoir mais sont un service. »¹⁵⁶

En interrogeant le personnel actuel, nous constatons que l'accueil a toujours fait l'objet d'une grande réflexion.¹⁵⁷ Celle-ci a porté notamment sur l'emplacement des accueillantes (aujourd'hui au nombre de deux) au sein de la salle d'attente afin qu'elles ne soient ni trop à découvert pour laisser une certaine intimité entre elles et le patient, mais ni trop à l'écart non plus pour permettre une situation accueillante et intégrée à la salle d'attente et proche des patients. De cette réflexion il a résulté la fabrication sur mesure d'un meuble¹⁵⁸ qui a le rôle juste de définir sans séparer, l'espace propre à l'accueil à l'intérieur de la salle d'attente. Précédent la fabrication de ce meuble, une petite pièce a été pensée à l'abri des regards afin d'accueillir des patients dans un état de crise tel qu'il nécessite une écoute

¹⁵⁴ Communiqué de Presse, *Inauguration des Locaux de la Free Clinic à Woluwé-Saint-Pierre*, le 25 octobre 1972.

¹⁵⁵ FREE CLINIC, *Charte commune aux travailleurs de la Free Clinic*, 1985.

¹⁵⁶ *Idem*.

¹⁵⁷ Michèle Parmentier (interview réalisée le 9 mars 2010), Françoise Lassoie (interview réalisée le 2 mars 2010) et Monique Debauche (interview réalisée le 2 mars 2010).

¹⁵⁸ Voir annexe n°5

reposée en attendant d'être reçue¹⁵⁹. La réflexion a également porté sur la coordination du travail entre le service d'accueil et les autres services de la Free Clinic. Pour répondre à ce problème, les accueillantes disposent aujourd'hui d'un espace pour pouvoir raconter leur expérience qui est également un espace d'intervision dans le but de comparer leur travail. Le rôle central d'écoute n'a pas été et n'est toujours pas pleinement satisfait aujourd'hui. Le public s'est élargi en terme d'âge et d'origine, mais également en quantité, en ce sens, il devient de plus en plus difficile pour les accueillantes de cumuler les fonctions administratives et l'écoute que leur poste exigent. Pour tenter de résoudre à ce problème important, les tâches sont mieux équilibrées, l'une des deux accueillantes s'occupe d'avantage de ce qui est d'ordre d'administratif, tandis que l'autre prend d'avantage de temps pour écouter et accueillir les patients. Cette situation montre bien que l'administratif occupe aujourd'hui bien plus de place que dans les débuts, comme l'indique le communiqué de presse daté de 1972. En effet, l'institution a évolué, on ne se trouve plus dans le cas de figure des années septante. Nous avons vu précédemment qu'elle fut reconnue comme Centre de Santé Mentale, de Planning Familial et Maison Médicale et de ce fait, se doit de tenir une administration rigoureuse notamment pour pouvoir être subventionnée.

En 1977, un étudiant de l'Institut Supérieur de Formation Sociale entreprend un stage à la Free Clinic. Il écrit de son expérience, un travail de fin d'année qui s'avère très utile à nos recherches, comme une source intéressante sur la réalité de l'accueil à cette époque à la Free Clinic, située alors au 154A, Chaussée de Wavre à Ixelles. Déjà à la fin des années septante, il s'insurge contre les limites d'une réflexion purement centrée sur le décor et l'ambiance des locaux ainsi que l'accueil ; considérant l'humanisation des rapports sociaux au sein de l'espace médical ne devant pas se confondre avec le projet de démedicalisation. Pour lui, il s'agit bien là de deux projets différents et qui perdent à se confondre.¹⁶⁰ C'est pourquoi, il remet fortement en question ce qui a été entrepris dans le but de répondre à la mission de « démedicalisation » que s'est lancée la Free Clinic. Si le but était vraiment de « modifier le rapport des patients à la médecine, à la thérapie »¹⁶¹, pour lui la Free Clinic ne l'a pas atteint. Car « la lutte pour une démedicalisation des soins se base sur un constat de désappropriation de la santé par une médecine qui est de plus en plus étrangère à la vie quotidienne des gens.

¹⁵⁹ Voir annexe n°6

¹⁶⁰ VAN HOOFF, J.J., *Un animateur dans un centre de santé*, rapport de stage fait à la Free Clinic pendant l'année académique 1977-1978 dans le cadre d'études à l'Institut Supérieur de Formation Sociale, Bruxelles, 1978, pp. 20-25.

¹⁶¹ *Idem.*, p.21.

Au fur et à mesure que croît la spécialisation de ceux qui exercent l'art de guérir, la capacité du patient à prendre en charge sa propre santé diminue. [...] Les gens ne s'y retrouvent plus dans les dédales de la médecine du XXe siècle »¹⁶², conduisant finalement à une situation de dépendance à l'égard du professionnel de la santé. Nous pensons en effet que la situation telle que dénoncée par Van Hoof peut très clairement s'expliquer par la réflexion individualiste¹⁶³ pour laquelle a optée la Free Clinic dans le but de lutter pour la « démedicalisation ». Cette réflexion politique a montré ses limites de ne pas être pensée davantage dans une dimension plus macro et collective, à la recherche comme l'écrit Ivan Illitch d'une « société conviviale, société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialiste.»¹⁶⁴

¹⁶² VAN HOOFF, J.J., *Un animateur dans un centre de santé*, rapport de stage fait à la Free Clinic pendant l'année académique 1977-1978 dans le cadre d'études à l'Institut Supérieur de Formation Sociale, Bruxelles, 1978, pp. 20-25

¹⁶³ Michèle Parmentier, interview réalisée le 9 mars 2010

¹⁶⁴ ILLITCH, I., *La convivialité*, Paris, Seuil, 1973, lui-même cité dans VAN HOOFF, J.J., *Un animateur dans un centre de santé*, rapport de stage fait à la Free Clinic pendant l'année académique 1977-1978 dans le cadre d'études à l'Institut Supérieur de Formation Sociale, Bruxelles, 1978, p.23.

Conclusion

Arrivés au terme de ce travail, nous pensons être à même de pouvoir répondre aux questions soulevées dans l'introduction. En ce qui concerne les questions plus spécifiques à l'histoire de la Free Clinic que nous nous sommes posées, nous pensons avoir pu établir une réflexion relativement exhaustive. Il est toutefois plus difficile de répondre aux questions d'ordre plus large, nos réponses sont donc plus nuancées sur ces points.

Nous pensons qu'il existe dans les premières années de la Free Clinic, une réelle unité philosophique et politique. Cette unité ne peut toutefois pas être définie de manière précise, ne se revendiquant et ne se rattachant à aucune école de pensée philosophique et politique propre. Cependant leurs pratiques et positions se caractérisent comme très clairement issues de la gauche progressiste de Mai 68. Les profondes critiques à l'égard de la société jugée comme productrice d'injustices et de discriminations, à l'égard du système autoritaire et hiérarchique qui met un frein à la liberté individuelle de chacun, la lutte pour une réappropriation totale de son corps dans le cadre de l'avortement et des libertés sexuelles, ou encore en faveur d'une médecine soucieuse des plus déshérités et profondément ancrée dans la société participant aux débats qui mettent particulièrement en jeu les jeunes, sont autant de caractéristiques qui insèrent la Free Clinic dans le mouvement contestataire de la fin des années soixante, même si celui-ci n'est pas unifié au sein de la société belge.¹ Nous n'avons pas pu délimiter chronologiquement cette unité attribuée dès lors de manière très imprécise « aux débuts de la Free Clinic ». Toutefois, nous pouvons conclure qu'elle n'existe plus que partiellement aujourd'hui. Philosophiquement, la Free Clinic a conservé une certaine unité, elle dirige toujours ses soins médicaux davantage en direction d'une frange fragilisée de la population, mais plus uniquement. Les travailleurs sont toujours conscients de la dimension sociale qui anime leur travail. D'un point de vue politique, nous pouvons affirmer qu'il n'existe plus vraiment d'unité. Tous les travailleurs actuels n'ont pas connaissance de l'existence de la Charte et des positions politiques défendues. Elle ne constitue plus un document clé de l'institution qui était justement source d'unification. Les débats politiques ne vivent plus au sein de l'institution et ne sont plus portés à l'extérieur de celle-ci, au regret de certains travailleurs plus anciens qui déplorent la dépolitisation des nouveaux arrivants n'inscrivant plus du tout leur travail dans une démarche politique.² L'autogestion même complexifiée est toujours d'actualité, mais peu de travailleurs ont vraiment conscience de l'héritage contestataire de ce mode de fonctionnement.

Nous avons également découvert que les travailleurs de la Free Clinic n'ont pas eu peur de se mettre en danger pour défendre leurs idéaux. Ainsi, le combat qu'ils ont mené, aux côtés d'autres associations, pour la dépénalisation de l'avortement a retenu notre attention. Les médecins n'ont pas hésité à pratiquer des avortements dans leurs cabinets et à le faire savoir, même via la presse. Cela leur a pourtant valu les foudres de leur ancien directeur, Gustave Stoop, et la mise en examen, voire condamnation, de quelques uns de leurs collègues, comme Marcel Vekemans. Mais en ces temps de militantisme, ces actions leur semblaient indispensables à mener afin de faire évoluer la situation. La solidarité dans ces combats qui existait au sein de l'équipe a sans doute également contribué à la préservation de l'unité de la Free Clinic en une seule a.s.b.l.

La Santé Mentale n'a jamais constitué qu'un service parmi d'autres à la Free Clinic, raison pour laquelle comme nous l'avons justifié plus haut, il ne fait pas l'objet d'une attention prédominante dans ce travail. Toutefois, il est important de souligner que d'après notre recherche, ce service est spécifique dans le milieu de la Santé Mentale. Nous avons vu que sa spécificité tient au fait que la Free Clinic travaille de manière pluridisciplinaire. Bien souvent, les patients sont amenés à consulter plusieurs services au sein de l'institution. Le service de Santé Mentale accueille en ce sens des patients qui côtoient aussi le service de médecine générale, car il n'est pas rare de développer une maladie, comme symptôme d'un trouble psychologique. La pluridisciplinarité telle qu'exercée à la Free Clinic est un outil efficace de prévention, mais nécessite la collaboration de secteurs et de personnes très différents (en ce qui concerne leur origines sociales, études, etc.). Elle a été la source de tensions qui ont donné lieu à des restructurations pour réunifier et harmoniser le personnel. Le service de Santé Mentale, comme service « extra-hospitalier », a la particularité d'être inclus au sein de l'espace social, comme étant beaucoup plus accessible que l'hôpital, démystifiant la consultation psychologique ou psychiatrique. Elle a également la particularité de ne pas être décloisonnée des autres services de soins de santé.

Nous avons pu constater que la réflexion autour des projets d'humanisation et de démedicalisation des soins de santé s'est essentiellement portée sur l'espace intérieur de la Free Clinic, le décor et l'ambiance et également sur l'accueil. Ces réflexions ont contribué dans les débuts de l'institution et aujourd'hui encore à humaniser les soins de santé, mais n'a d'autre part pas contribué à démedicaliser les rapports aux soins de santé qui n'ont

cessé de se complexifier. Ce processus n'a pas épargné la Free Clinic, qui n'a rien mis en œuvre pour pouvoir y mettre un frein efficace.

En ce qui concerne les questions d'ordre plus général, nous nous sommes penchés sur les influences que les Free Clinics américaines ont pu avoir sur la Free Clinic d'Ixelles. Dans un premier temps, le service médical d'Infor-Jeunes est créé à partir d'une demande émanant de bénévoles certains qui voulaient un service pouvant répondre de manière concrète aux problèmes des jeunes et ils souhaitaient être actif et ne plus se contenter de donner des renseignements. On ne peut donc pas dire que la Free Clinic, à sa création, est influencée par le modèle américain qu'elle ne connaissait même pas. C'est seulement suite aux voyages aux Etats-Unis de Gustave Stoop et Alain Borlée que la Free Clinic va pouvoir bénéficier de l'expérience de ses aînées américaines, notamment en ce qui concerne leur travail avec les toxicomanes. Par après, l'institution bruxelloise va se détacher de ce modèle et suivre sa propre voie. La Free Clinic connaît ainsi une évolution très différente de ses homologues d'outre-Atlantique qui vont de plus en plus recourir à des financements privés (de sociétés pharmaceutiques par exemple)³.

L'analyse plus spécifique de la Free Clinic à travers des interrogations plus ciblées, nous a également permis de tirer des conclusions plus générales et de dresser un portrait relativement complet de l'évolution de la Free Clinic. En effet, nous avons vu que sur un plan purement institutionnel de nombreux changements et débats ont eu lieu à la Free Clinic pendant ces 35 dernières années. A de nombreuses reprises, l'institution a même été mise en danger suite à des conflits internes. Nous avons donc pu constater que l'unité et l'harmonie qui règne apparemment à la Free Clinic sont constamment remises en question par les travailleurs, particulièrement entre le groupe des indépendants et des salariés. Les structures du centre ont également beaucoup changé, tant sur le plan pratique qu'institutionnel. Entre 1975 et le début des années 2000, les travailleurs de la Free Clinic changent leur organisation institutionnelle et administrative pas moins de quatre fois, pour aujourd'hui parvenir à un compromis qui semble satisfaire tout le monde, travailleurs comme patients.

Si le temps imparti à ce travail nous l'avait permis, nous aurions également pu porter une attention particulière à d'autres points essentiels qui constituent la Free Clinic. Le service de médecine générale ou le service Infor-Droit, qui a pour tâche de répondre à des demandes d'information ou de prodiguer des premiers conseils face à une difficulté d'ordre juridique, aurait pu bénéficier à notre travail. Nous aurions également pu envisager de faire une analyse

trans-générationnelle des méthodes, de l'organisation et de la philosophie des anciens et nouveaux travailleurs de la Free Clinic. Nous regrettons également de ne pas avoir pu identifier les origines politique, sociale, économique et philosophique des différents travailleurs qui la composent. Cette démarche aurait probablement pu révéler des informations intéressantes. Malheureusement ces points n'ont pas pu être traités et restent sans réponse par manque de temps, même si nous sommes tout à fait conscients qu'ils auraient pu approfondir les thématiques abordées dans ce travail.

Nous avons toujours été bien accueillis par les différentes personnes qui nous ont aidés lors de la rédaction de notre travail malgré leur emploi du temps chargé. L'accès aux archives ne nous a également pas été restreint et nous avons pu consulter celles-ci à notre aise. Ce travail enrichissant nous a permis d'aborder des thèmes variés et de rencontrer des personnes travaillant dans des domaines très différents. L'ambiance de travail entre les travailleurs nous a semblé chaleureuse, bien qu'en étudiant l'histoire de la Free Clinic nous nous sommes aperçus que de nombreux conflits et tensions ont existé entre les différents groupes.

Cependant nous constatons qu'un certain nombre des principes fondateurs de la Free Clinic ne sont que trop peu connus des nouvelles générations - comme le refus de toute institutionnalisation et l'attitude militante. C'est plus profondément l'esprit soixante-huitard, qui semble s'être dissout au profit d'un rapport plus classique avec la pratique des soins de santé. Ainsi, aujourd'hui seule la mémoire de certains « anciens » et le mode de fonctionnement autogestionnaire et pluridisciplinaire ont conservé un certain héritage de cette époque. Si l'on peut regretter la disparition de cet esprit et des différents combats qui ont vu naître ce projet dans les années soixante, il convient tout de même de souligner l'importance du travail réalisé au cours des dizaines d'années qui ont suivi et l'étonnante durabilité de la Free Clinic. En effet, à la différence de bon nombre de projets, groupes, associations issues de Mai 68, la Free Clinic existe toujours et est toujours porteuse de dynamiques progressistes. La Free Clinic reste une institution vivante qui regroupe un grand nombre de travailleurs d'horizons variés et notamment beaucoup de jeunes favorisant une image dynamique de la pratique des soins de santé. Les services qui gravitent autour des soins de santé, tel que le service de médiation de dettes est un bel exemple afin de montrer que même si le public ciblé n'est plus uniquement les jeunes comme à ses débuts, il reste composé en grande partie – mais pas uniquement – d'une population fortement démunie voyant dans la Free Clinic une aide plus que précieuse.

Nous avons eu la chance d'effectuer ce travail avant le départ imminent de Françoise Lassoie co-fondatrice de la Free Clinic. Avec elle, c'est tout une riche histoire qui quitte l'institution. En ce sens, notre travail prend une dimension particulière car nous espérons - modestement – pouvoir, grâce à nos recherches, non seulement raviver les nombreux souvenirs de cette belle époque, mais surtout faire connaître aux nouvelles générations de travailleurs les espoirs et revendications qui ont animé les premières années de la Free Clinic.

Table des matières

INTRODUCTION	2
I. NAISSANCE DES FREE CLINICS AUX ETATS-UNIS	6
II. LA FREE CLINIC DE BRUXELLES : HISTOIRE ET ÉVOLUTION	15
1. UN SERVICE MÉDICAL POUR INFOR-JEUNES BRUXELLES	15
2. UNE A.S.B.L. INDÉPENDANTE QUI BOUGE	17
3. FINANCEMENT DE LA FREE CLINIC	24
4. QUI VIENT A LA FREE CLINIC ?	26
III. LE PROJET POLITIQUE ET PHILOSOPHIQUE DE LA FREE CLINIC	29
IV. UN COMBAT À LA FREE CLINIC : LA DÉPÉNALISATION DE L'AVORTEMENT	38
1. UN SUJET TABOU	38
2. LA LUTTE AU SEIN DE LA FREE CLINIC	40
V. LE SERVICE SANTE MENTALE A LA FREE CLINIC	42
VI. LA PLACE DE L'ESPACE ET LE ROLE DU SERVICE ACCUEIL	48
CONCLUSION	53
TABLE DES MATIERES	58